

SPECIAL ELECTIONS

PSU

Tribune

socialiste

DES GENS COMME ROCARD,
ON DEVRAIT LES ENFERMER !

SI LA PHOTO EST BONNE 🎵
QU'ON M'AMÈNE CE JEUNE HOMME...



Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DESTOT - Jacques FERLUS - Jacques GALUS - Gilbert HERCET - Jean-François MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro :
Danièle AUFRAY - Abraham BEHAR - Philippe BRACHET - René CRUSE - Madeleine ESTRYN - Roger PRAT - Bernard RAVENEL - Michel ROCARD.

Directeur de la publication : Guy DEGORCE.

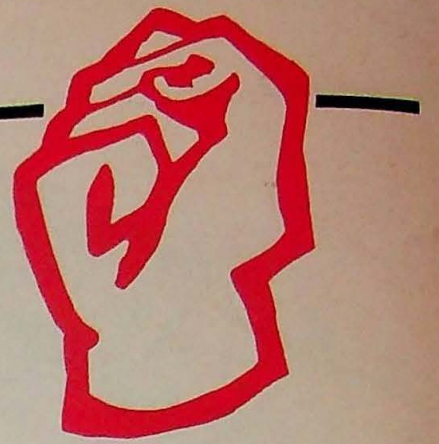
Rédaction, Administration : 9, rue Borromée, PARIS (15^e) - 566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e
Tirage : 35.000 exemplaires

7 JOURS DANS T.S.



■ J'en entends déjà qui ricanent : « un TS spécial-élections. Pas étonnant de la part du PSU. Ça se dit révolutionnaire, mais ce n'est que basement électoraliste. Fi donc ! » Laissons là les rieurs et adressons nous aux autres, qui ont besoin de savoir le plus précisément possible, pourquoi et comment, dans 250 circonscriptions françaises, un candidat sollicitera leur suffrage au nom du PSU. Ce numéro devrait les y aider, et il importe qu'il soit largement diffusé, et pas seulement à l'intérieur du parti : l'éditorial de Michel Rocard (p. 3), l'article de Gérard Feran (p. 8), la liste complète de nos candidats (p. 9), des échos des campagnes qu'ils mènent ici ou là (p. 14 et 15) devraient permettre à tous nos sympathisants de mieux comprendre le sens du combat que nous menons, sur tous les fronts (p. 10-11) y compris sur le front des urnes.

■ Nous avons volontairement sacrifié un peu l'actualité immédiate pour vous proposer aussi quelques dossiers plus substantiels pouvant être utilisés au cours de réunions, de débats.

Sur la question des nationalisations, par exemple. Nous publions les « bonnes feuilles » du livre de Philippe Brachet et Jacques Gallus (p. 6-7) : en analysant les différentes stratégies syndicales dans leurs rapports avec le pouvoir dans l'entreprise, nos camarades veulent établir toute la distance qui sépare la simple nationalisation de la prise en charge des entreprises par les travailleurs.

■ Autre dossier, celui établi à partir du Manifeste pour rappeler brièvement (pages 12 et 13) « ce que propose le PSU », et dont nous pensons

qu'il pourra être aussi utile au militant du parti qu'au lecteur occasionnel de TS, qui voudrait comparer nos axes de lutte avec les positions des autres organisations. Cela dit, pour en savoir plus, se reporter au Manifeste lui-même...

■ Deux autres dossiers : le premier, établi par Abraham Béhar, se réfère, lui, à une actualité bien précise, qui a déjà fait couler beaucoup d'encre et de salive. L'acte courageux que viennent de poser plus de 350 médecins — et la liste des signataires s'allonge chaque jour — permettra peut-être de débloquent enfin une des situations les plus scandaleuses de notre société. La démarche de ces médecins, venus d'horizons divers, certains militants politiques (comme notre camarade Béhar) d'autres non, certains croyant au ciel, d'autres n'y croyant pas, a été pour tous la même : ils ont vu passer, dans leurs cabinets respectifs, dans les hôpitaux où ils travaillent, tant et tant de femmes au bord du suicide, prêtes à tout, même à se faire avorter dans les pires conditions, qu'ils n'ont plus voulu, qu'ils n'ont pas pu se retrancher plus longtemps derrière une loi absurde et un code dépassé. Ils ont agi. Ils le disent. Ils veulent pouvoir continuer à le faire sans se mettre hors la loi. Nous som-

mes bien évidemment à leurs côtés, et ils peuvent compter sur notre soutien.

■ Celui sur l'école est un exemple type du genre de débat que nous voulons mener, et qu'aucune autre formation politique ne prend en charge : à droite pour des raisons d'évidence. Il ne s'agit que d'améliorer, adapter au mieux des exigences, un instrument de sélection et d'intégration à la société capitaliste. A gauche, parce qu'on s'inscrit, comme pour le reste, dans une perspective de redistribution plus large, plus équitable (ici du savoir, de la culture) en réclamant seulement la démocratisation de l'enseignement, alors qu'au-delà de cette revendication évidente enseignants et enseignés posent déjà la question de fond, celle du changement radical du cadre et du contenu de l'enseignement (p. 16).

■ La campagne électorale elle-même, son déroulement, ses pulsations (je veux dire les sondages, dont l'importance va croissant) : l'actuelle débandade de la majorité méritait bien qu'on y consacre quelques lignes (p. 4). Quant aux sondages, il nous a semblé intéressant de demander à Gilbert Hercet de poursuivre l'entreprise d'explication déjà commencée dans « TS », de continuer à démontrer le mécanisme. Puisque les sondages existent, autant apprendre à s'en servir (p. 5).

■ Et puis il nous a bien fallu, une fois encore, faire appel à votre générosité. Si notre combat politique est aussi le vôtre, si vous vous sentez concerné par les thèmes que nous défendons, par la perspective que nous voulons développer d'un socialisme autogestionnaire, alors vous devez comprendre que notre campagne passe nécessairement par votre portefeuille. Je sais, ces choses-là sont rudes. Mais allez donc savoir pourquoi : ni les industriels, ni les banquiers ne militent au PSU.

Bernard LANGLOIS ■

CALENDRIER POLITIQUE

9 février : SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS. Meeting avec François Soulaige.

9 février : AMIENS. Meeting avec André Barjonet.

10-11 février : PARIS. Réunion de formation, débats et présentation des candidats PSU.

12 février : MORLAIX. Meeting avec Michel Rocard.

12 février : PAU. Meeting avec André Barjonet.

13 février : RAMBOUILLET, avec F. Soulaige.

14 février : CHELLES, avec R. Chappuis.

15 février : CLERMONT-FERRAND, avec M. Rocard et A. Ranou.

15 février : STRASBOURG, avec D. Lenègre.

15 février : SAINT-ETIENNE, avec P. Bourguignon.

16 février : PARIS, Fac de Droit Assas, meeting autogestion, avec R. Chappuis.

20 février : PARIS, Cité Universitaire, avec R. Chappuis.

21 février : SOTTEVILLE, avec P. Bourguignon.

21 février : LONGJUMEAU, avec B. Langlois.

• Meetings communs PSU - CIC - AMR, thème : capitalisme d'Etat ou autogestion ?

9 février : GAGNY (93), Centre Socio-Culturel, cité de la SCIC, 63, rue du 18-Juin, 20 heures.

13 février : 44, rue de Rennes, Paris 6^e, 20 h.

DÉCOUVERTE ET CULTURE

Adhésion : 30 F

SKI : Lanslebourg - Mont-Cenis
du 18-3 au 24-3

Logement : chambre 2 pers.
Cours de ski et remontées méca.

Les 7 jours 295 F.
Transport non compris.

CHEVAL (initiation).

Centre du Pilon (près de Manosque) du 11-4 au 24-4.

Logement : petit dortoir 4-5 pers.
Cheval à mi-temps.

Les 14 jours : 590 F.
Transport non compris.

SEJOUR FAMILIAL DANS LES LANDES du 11-4 au 24-4.

Logement en bungalow. Pinède.
Lacs. Océan. Les 14 jours : 350 F
(réduction pour les enfants).

Transport non compris.

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

N°

Ville

N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F 6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Je souscris un abonnement-diffusion (1)

1 an (52 numéros) 50 F 6 mois (26 numéros) 30 F

Abonnement couplé avec la revue bimestrielle « Critique Socialiste »

1 an 6 numéros « C.S. » 52 numéros « T.S. » 87 F

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

(1) Les abonnements-diffusion s'adressent à des lecteurs déjà abonnés désirant diffuser, à titre individuel, un ou plusieurs exemplaires du journal.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
9, RUE BORROMÉE, PARIS-15^e

sans ambiguïté, sans complexe

AU-DELA des programmes et des bilans, au-delà des promesses et des engagements, au-delà des joutes oratoires, des arguments, des statistiques, des flots de propagande qui pleuvent de toutes parts sur les Français, et qui sont le lot de toute campagne électorale, un sentiment nous semble tout dominer et dépasser le reste : une très profonde, très réelle volonté de changement.

C'est pourquoi ce qui va s'exprimer, les 4 et 11 mars prochains dans les urnes, devrait ressembler à ce qui s'exprimait déjà dans les rues, les universités, les usines et les bureaux en Mai 1968 : cela suffit !

C'est assez d'un régime qui joue, depuis 15 ans, l'argent contre le peuple, le profit de quelques-uns contre l'asservissement de tous les autres, le bien-être croissant d'une minorité contre la difficulté de vivre du plus grand nombre : l'économie française, nous dit-on, ne s'est jamais si bien portée. Nous faisons l'admiration de tous nos voisins. On parle partout dans le monde du « miracle français », comme on a parlé des « miracles » allemand ou japonais.

Mais que nous importe l'admiration du capitalisme international ? Le « miracle », pour les Français, c'est l'inflation continuelle, le chômage permanent stabilisé autour du demi-million, les rythmes de production sans cesse accélérés, la course effrénée à la consommation et ce qu'elle entraîne : l'endettement, le cercle infernal des traites et des heures supplémentaires.

C'est la mise en coupe réglée des villes par des promoteurs sans scrupules, les loyers qui décuplent, les expulsions à grand renfort de police, le relogement dans les banlieues sinistres, l'éloignement du lieu de travail et le surcroît de fatigue et d'abrutissement dans des transports en commun impraticables.

C'est le dépérissement de régions entières, Fos qu'on joue contre la Lorraine, la vallée du Rhône contre la Bretagne, des provinces entières contraintes à mourir ou à se livrer aux marchands de vacances. C'est la laideur, la pollution, le saccage des sites : on n'en finirait pas, le bilan de 15 ans de gaullisme et de pompidolisme est accablant.

le temps du mépris

C'est assez aussi du temps du mépris : l'asservissement de tout un peuple n'est possible que par un conditionnement idéologique permanent. La télévision, les radios, la « grande presse » organisent à longueur de journée le décervelage, le bourrage de crâne : interdit de penser, interdit de réfléchir, interdit de jeter sur le monde un regard adulte. Il faut que chante la France — et que dorment, mangent, travaillent et consomment les Français. C'est le temps de la discrimination, de l'apartheid culturel : à quelques intellectuels parisiens, « Le Chagrin et la Pitié » dans quelques salles d'art et d'essai. Pour les autres, « Love Story » et « La Grande Vadrouille ». Quelques émissions littéraires, quelques images qui interpellent, tard le soir sur la deuxième chaîne, quand les travailleurs sont couchés. Et la grande écoute à Guy Lux et Bellemare.

Le temps du mépris : quelle meilleure illustration que le propos sans malice du ministre de la Santé au sujet d'un problème aussi grave, aussi urgent que l'avortement ? « Il

ne faut pas que le vice des riches devienne le vice des pauvres. » Tout est dit en une phrase. Et ce mépris du peuple est tellement ancré dans l'inconscient de la classe au pouvoir que le pauvre M. Foyer n'a peut-être pas encore compris ce que cette petite phrase pouvait contenir de si scandaleux.

Des scandales à proprement parler, nous ne dirons rien : ils alimentent maintenant l'actualité quotidienne — un hebdomadaire ne peut plus suivre. Et ils ne sont jamais que des pustules particulièrement voyantes sur un corps malade de la tête aux pieds.

Où, les Français sont porteurs d'une immense volonté de changement, partout présente, partout s'exprimant, confusément parfois, maladroitement peut-être. Nous la rencontrons dans tous nos déplacements, dans les réunions publiques. Elle se décrit dans les lettres et dans les conversations. Elle bouillonne dans les luttes sociales, et dans tous les domaines de la vie quotidienne. Elle est présente jusque dans les sondages et les rapports des RG — et le changement, du coup, devient le refrain de tous les partis, y compris de ceux qui sont au pouvoir.

la France se réveille

Mais qui peut croire encore à leurs promesses ? Qui peut voir dans les propositions bâclées du Premier ministre à Provins autre chose qu'une tentative désespérée de redresser la barre, faute d'avoir su assez tôt évaluer les courants profonds qui agitent les travailleurs de ce pays ?

Où, la France se réveille. Et nous approchons des élections. Et pour la première fois depuis 15 ans, une réelle possibilité de changement paraît aujourd'hui pouvoir sortir des urnes.

Nous ne sous-estimons pas, à cet égard, l'importance du rôle joué par le Programme commun de la gauche. Nous avons dit, dès sa signature, que l'événement était de taille, de par les possibilités mobilisatrices qu'il recelait. Nous n'avons cessé de répéter depuis que la priorité indiscutable était pour nous de renverser le régime, et que nous entendions prendre notre part du combat commun contre la droite. Nous avons souligné sans ambiguïté le caractère de classe de la consultation prochaine, et nous avons fait part de notre engagement de nous désister, sans discussion, chaque fois que nos candidats n'arriveraient pas en tête au premier tour, au profit des autres candidats des forces populaires : notre volonté unitaire ne peut donc être mise en doute.

Mais nous avons toujours dit aussi que le Programme commun ne nous paraissait pas prendre en compte la totalité des aspirations des travailleurs. Qu'au-delà de la satisfaction indispensable de revendications légitimes, il nous semblait ne répercuter qu'un écho bien timide à cette exigence partout présente d'une plus grande dignité, d'une plus grande responsabilité.

Ce que nous sentons, dans le mouvement des masses populaires de ce pays ne se réduit pas à un peu plus de bonheur, un peu plus de mieux-être, un peu plus de justice sociale octroyée d'en haut par un gouvernement plus proche des travailleurs : c'est, bien plus, la volonté réelle de se prendre en charge soi-même, de peser directement sur l'organisation de son propre travail, de ses propres loisirs,

de sa propre vie. C'est une exigence de contrôle immédiat qui porte en germe une exigence de pouvoir réel.

« Contrôler aujourd'hui pour décider demain », déclare le manifeste du PSU adopté au Congrès de Toulouse. C'est ce que nous voulons signifier en parlant de socialisme autogestionnaire.

Qu'on ne voit pas là la manifestation d'un quelconque prophétisme nourrissant sa générosité utopique dans les réflexions en chambre de quelques intellectuels : c'est dans la pratique des luttes quotidiennes depuis Mai 68 que nos militants ont acquis leur conviction. C'est au contact des ouvriers du Joint Français, à l'écoute des revendications avancées par les travailleurs de Berliet, de Michelin, de Renault, de bien d'autres encore. C'est à l'exemple de ceux d'Evian ou des paysans bretons. C'est en se battant dans les comités d'usagers de transports en commun, de locataires. Dans les combats pour le cadre de vie, contre la discrimination sexuelle, pour l'amélioration des conditions de détention, pour la transformation radicale du système scolaire et le renversement de l'organisation capitaliste de la Santé. C'est en étant partout présents, et partie prenante, des luttes pour « changer la vie » et si ce vocabulaire est maintenant largement repris par d'autres, nous pensons y être pour quelque chose...

avec force et confiance

Du colloque organisé dimanche dernier à Paris sur le Chili — et dont nous reparlerons — nous avons appris bien des choses : d'abord que la situation n'était pas là-bas aussi catastrophique que M. Peyrefitte voudrait nous le faire croire — et avec lui, bien des informateurs abusés, ou mal intentionnés.

Mais nous avons surtout appris, par des témoins directs, que l'aspiration autogestionnaire était là-bas aussi une réalité. Que spontanément, au cours des mouvements de sabotage organisés par la réaction en octobre dernier, les travailleurs avaient eux-mêmes organisé la parade en créant, par exemple, des circuits de distribution parallèles, en montant des réseaux de transport, en remettant eux-mêmes en marche les usines désertées par la maîtrise : c'est déjà cela, l'autogestion. Est-il besoin de dire que d'apprendre tout cela nous a sérieusement conforté ?

Il est encore une autre leçon que nous retenons, celle-ci, de l'Histoire : ce n'est pas la première fois que la gauche arrive, dans ce pays, au pouvoir. Si l'on prend le seul exemple du Front Populaire, en 1936, nous savons bien quelles ont été à cette époque les conquêtes des travailleurs : mais nous savons aussi, et il est bon de le rappeler, comment elles se sont effectuées.

Ni les 40 heures, ni les congés payés, ni les premières nationalisations ne figuraient au programme du gouvernement issu des élections de 36 : ce sont les ouvriers en grève qui ont su les imposer. Et cette leçon-là, nous ne sommes pas prêts de l'oublier.

Victoire électorale, bien sûr. Nous nous battons pour. Mais nous nous battons aussi pour qu'elle ne soit pas confisquée, détournée.

C'est le sens de la présence du PSU dans cette campagne. Nous la menons sans ambiguïté ni complexe. Avec force et confiance.

Michel ROCARD

à bout de souffle...

Depuis le début de la campagne, les sondages se suivent — et se ressemblent. Tous, semaine après semaine, confirment et renforcent la tendance initiale : ça pousse à gauche. Et le clan majoritaire, à la dérive, n'en finit pas de réajuster un tir qui met régulièrement à côté de la plaque...

POMPIDOU, on nous l'annonce, va donc monter en première ligne, l'U.D.R. moyen trouve qu'il était grand temps. Depuis trois mois, ce brave soldat va au casse-pipe sans chefs, sans armes, sans biscuits.

On lui a, tour à tour désigné le panache blanc de Boulin, puis celui de Lecat. On lui a dit Peyrefitte, puis Messmer. On l'a fait tirer à l'arme lourde, avec les bons gros canons de l'anticommunisme, qui avaient fait merveille en 68. Puis les canons ont été remisés et on a relancé l'assaut, comme à Fontenoy, au son des fifres et des tambours. Et ça sonnait le creux...

Mercredi dernier, un vent de défaite souffle sur la réunion du bureau exécutif de l'U.D.R. Les grands chefs du parti majoritaire sont obligés de constater, comme tout le monde, la réalité de la poussée à gauche. D'ailleurs les derniers pointages des R.G. confirment ce que disent les sondages. La branche haute de la fourchette est à 250 : quatre petits sièges seulement de majorité, dans le meilleur des cas... Un ministre soupire : « Nous avons perdu un an à ligoter Giscard, au lieu de fabriquer des sapes et des contresapes pour la gauche. Maintenant Giscard est cousu. Et Mitterrand s'est envolé. On peut toujours continuer à battre des ailes, on ne le rattrapera pas. »

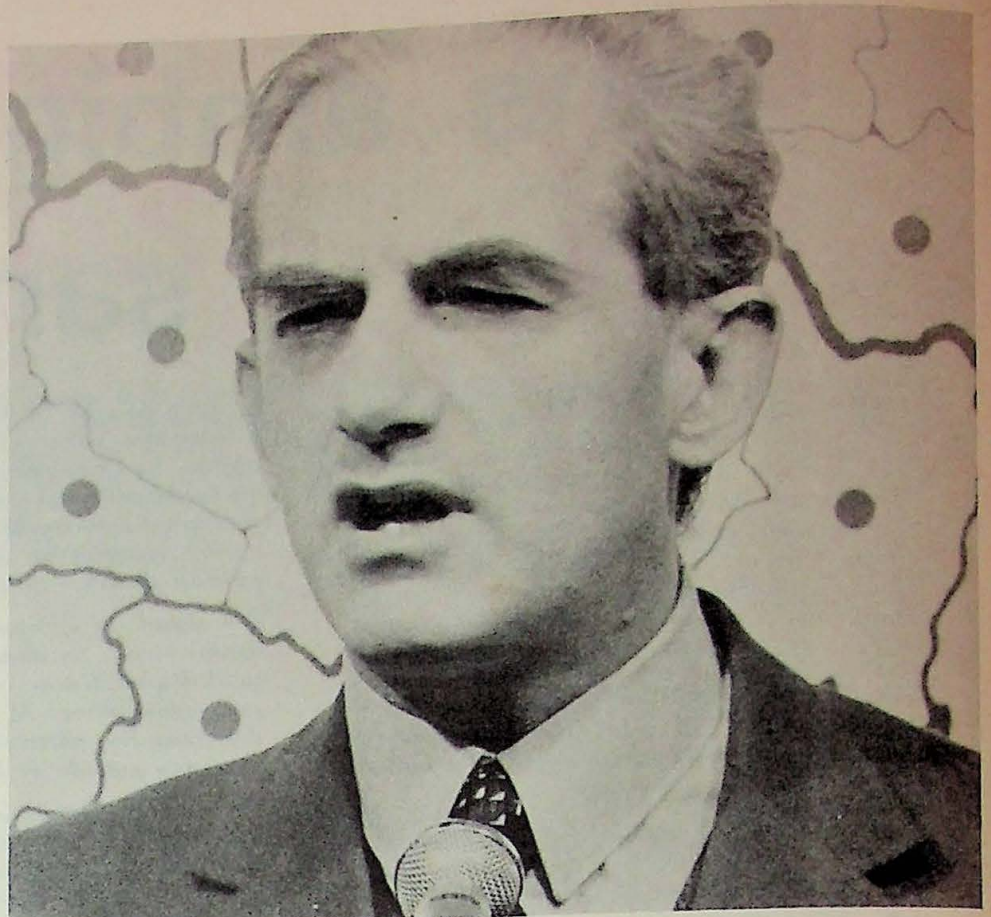
On dénonce « la campagne-foutoir ». La mauvaise coordination. Les contradictions dans les thèmes. On se reproche mutuellement telle ou telle orientation, tel ou tel propos malvenu. Alain Peyrefitte est particulièrement visé : c'est lui qui a, le premier, embouché les trompettes de l'anticom-

munisme. La petite histoire du lapin et du cobra, chiffres en main, ne fait plus rire personne. Ni le vilain Marchais qu'on ne prendrait pas en auto-stop.

Et le voilà maintenant qui fait aux socialistes des ouvertures hors de saison : proposer un portefeuille à Chandernagor ou à Defferre, dans le contexte actuel, c'est vraiment donner des verges pour se faire battre. Le secrétaire général en sera quitte pour un communiqué de démenti embarrassé. Messmer n'est pas non plus à l'abri des critiques. Son programme de Provins n'a pas « mordu ». Il était pourtant bel et bon. Mais il avait un gros défaut : venir après un programme commun de la gauche dénoncé depuis le début comme démagogique, catastrophique, ruineux. Allez donc faire comprendre aux Français que la retraite à 60 ans est une utopie irresponsable quand elle est proposée par la gauche, et un projet sérieux et réaliste quand c'est l'U.D.R. qui l'avance... Et puis, à force de parler à tort et à travers de ce programme commun, même pour le critiquer, on ne réussit qu'à en faire la publicité. L'U.D.R. constate avec mélancolie qu'elle s'est faite la meilleure propagandiste de la gauche unie...

concorde et les scandales

Pompidou lui-même n'est pas ménagé. Ou plutôt son cabinet : Pierre Juillet et Marie-France Garaud voient tout, discutent de tout, tranchent tout. Ce sont eux les vrais patrons, donc les vrais responsables de la déroute actuelle. Il est plus que temps de laisser



ALAIN PEYREFITTE : Désabusé...

l'Elysée prendre ses responsabilités. On s'en prend même — c'est un comble ! — à Arthur Comte, accusé de ne pas « tenir » sa télévision ! Pauvre Arthur, soumis comme les autres aux fluctuations continues d'une campagne déboussolée. Est-ce sa faute à lui si Krivine n'a pas joué le jeu pour lequel on l'avait convoqué ? Est-ce sa faute si les Français ont fini par s'habituer à la tête de Marchais ? Entre le « montrez-leur Marchais » d'il y a trois mois, et le « On ne voit plus que Marchais » d'aujourd'hui, comment pourrait-il s'y retrouver ?

Bref, le climat est mauvais. D'autant plus que l'actualité vient fâcheusement replacer au premier plan deux gros dossiers qu'on aurait préféré retrouver après les élections : Concorde et les scandales.

Concorde, c'est la catastrophe. Une merveille technique qui tourne au fiasco commercial entraînant une menace de marasme dans l'ensemble du secteur de l'aéronautique. Si toute la responsabilité n'incombe pas à l'U.D.R., c'est tout de même à elle qu'on peut justement reprocher le choix initial — qui est en fait un choix de classe : avoir fait Concorde, avion de prestige pour cadres supérieurs voyageant sur notes de frais, plutôt qu'un moyen-courrier, moins spectaculaire, mais immédiatement rentable et utilisable par le plus grand nombre. Les scandales, eux, remontent à la surface par l'action téméraire d'une blondinette exaspérée : en « crachant le morceau », malgré les menaces et pressions diverses, la jeune Muriel Dega ne mouille pas moins de cinq ministres ou anciens ministres de la V^e République d'un seul coup, sans compter un député, un avocat d'affaires à la réputation déjà bien établie, et un promoteur bien en cour. Tous démentent dans un beau mouvement de menton indigné : il n'empêche que le doute est né, qu'on ne pourra lever qu'en ouvrant enfin ce fameux scellé n° 9. Mais au fait qu'attend-on pour l'ouvrir, s'il doit vraiment balayer d'un coup les accusations imprécises de Mme Dega ?

Parmi les anciens ministres, l'un des héros favoris de l'U.D.R., le vieux battant, le dur des durs, Alexandre Sanguinetti. D'autant plus ennuyé que, la même semaine, paraît en librairie un livre, « Le Dossier S », consacré à sa personne — et plus précisément à ses activités commerciales d'avant l'âge d'or, d'avant 1958. C'est beaucoup pour un seul homme, et le pauvre Sanguinetti en est, paraît-il, tout retourné : il ne parle plus que de ça, interroge chacun de ses amis pour savoir « quel

est l'impact dans l'opinion ». Il tremble pour son siège de Toulouse et songe sérieusement, dit-on, à renoncer aux nouveaux débats publics, déjà prévus et annoncés.

Bref, rien ne va plus, et la pente sera dure à remonter. Peyrefitte, jeudi dernier, à sa conférence de presse, faisait peine à voir : fatigué, désabusé, la bouche amère. Et de se plaindre devant les journalistes de l'incompréhension des Français : ce sont des ingrats qui ne se rendent pas compte de tout ce qu'on fait pour eux. Un accent très gaullien... Décidément, le général avait raison. Et s'il ne le dit pas, Alain Peyrefitte le pense : les Français sont des veaux.

le ridicule

Alors que faire ? Il n'y a malheureusement pas de solution miracle. Il faut continuer. C'est ce que les grands leaders, prenant sur eux pour faire bonne figure, expliquaient lundi soir à leurs candidats, rassemblés à la Mutualité à Paris. Fontanet, Giscard et Peyrefitte, à la tête de leurs troupes respectives (Poudevigne et Poniowski vont rentrer dans l'ombre) ont dit qu'il fallait poursuivre la publicité tranquille du programme de Provins, en rappelant sans complexe le prestigieux bilan de 15 ans de gaullisme. Le Programme commun ne sera plus critiqué à tort et à travers : on se réservera, à partir des études réalisées par « les trois S » (Stasi, Stern, Soisson) d'en dénoncer de façon très solide (?) quelques points précis.

Quant à l'anticommunisme de choc, on le laisse officiellement au vestiaire. En comptant sur les organismes satellites pour continuer la basse besogne : les C.D.R. ont déjà commencé une campagne d'intox par voie d'affiches, de tracts, de gadgets — voire de journal (« Monsieur Dupont voit rouge »). Ça prendra ou ça ne prendra pas : en tout cas, ça ne viendra plus directement des dignitaires du régime. Rien de bien génial dans tout cela. Du replâtrage, du réajustement. On espère que ça suffira.

On espère surtout, à vrai dire, que le Président de la République va prendre solidement les choses en main. Son entrée en campagne doit marquer le début de la grande dramatisation, sur le thème bien connu du chantage au chaos. Finalement, plus que la vie chère, plus que les scandales, plus que l'ensemble de ses insuffisances, de ses excès, de ses injustices, c'est le ridicule qui risque cette fois de tuer le régime.

Bernard LANGLOIS. ■

CE N'EST VRAIMENT PAS SÉRIEUX CAR POUR PAYER IL FAUDRA FAIRE MARCHER "LA PLANCHE À BILLETS", ET DÉCHAINER LES PERCEPTEURS. CE SERA L'INFLATION L'ESCALADE DE LA HAUSSE DES PRIX, L'EFFONDREMENT DE LA MONNAIE — DONC LE CHÔMAGE — ET, UNE FOIS DE PLUS CE SONT LES PETITS QUI TRINQUERONT.



LA BASSE BESOGNE (extrait de M. Dupont voit rouge)

PIFOMETRIE

● les sondages s'usent quand on s'en sert

La France attend désormais chaque semaine sa ration de sondages. Leurs résultats rythment depuis plusieurs semaines toute la campagne électorale. C'est peut-être le moment d'analyser d'un peu plus près comment ils sont faits et quelle est au juste leur signification politique.

LES sondages sont décidément devenus l'un des principaux moyens de la campagne électorale. On s'en réclame, on les dénonce, on les utilise. On les use à force de s'en servir.

J'ai déjà eu l'occasion, il y a quelques semaines, ici même, de rappeler l'apport limité, mais utile, que pouvaient dans certains cas représenter les sondages d'opinion. Quoi qu'en pense Pierre Viansson-Ponté, qui n'en finit pas d'égrener ses longs chapelets de sottises sentencieuses dans les colonnes du *Monde*, les électeurs français ne votent pas au hasard, par goût de faire un bon coup, après en avoir discuté avec un ou deux copains. La stabilité des structures électorales de ce pays depuis soixante-dix ans est au contraire assez frappante; les évolutions d'ensemble, quels que soient les calculs de tel ou tel individu, sont lentes et logiques (le rôle historique du suffrage universel est d'abord un rôle de conservation). Tout cela rend assurément possible l'analyse statistique et sociologique. Il ne s'agit pas, bien sûr, de transformer la sociologie électorale et le recours aux sondages en pronostics hippiques, mais de s'en servir pour mieux comprendre ce qui se passe.

" combien on leur met " ?

Assurément, ce n'est pas toujours pour une meilleure compréhension de la réalité politique que certains décourent aux sondages ! Ainsi, si cette semaine *l'Aurore* publie les résultats d'un sondage effectué par « Publimétrie », elle avait en revanche refusé de publier ceux du sondage précédent de ce même organisme — alors qu'elle s'en était assuré l'exclusivité — parce que ces résultats lui paraissaient trop défavorables aux réformateurs (ils donnaient 46 % à la gauche, 42 % à la majorité, 12 % aux réformateurs).

Les animateurs de la rubrique de politique intérieure du *Monde*, jusque-là extrêmement méfiants envers les sondages, se sont mis, depuis quelques semaines, à les aimer beaucoup — depuis qu'ils font apparaître une montée de la gauche, et surtout du Parti socialiste.

Il est probable qu'effectivement le PS fasse en ce moment des progrès, on va y revenir. Mais il me paraît utile à cet égard qu'on sache bien se servir de ce moyen d'information qu'est un sondage, c'est-à-dire qu'on sache bien comment il est fait. De même qu'on devrait apprendre à l'école comment on fait un journal, un film, un reportage de télévision, pour montrer comment un texte, une image peuvent mentir, et donc pour apprendre à s'en méfier et à garder sa liberté de jugement, de même, on devrait apprendre comment se réalisent les enquêtes d'opinion.

Je voudrais ici donner un simple exemple. Lorsqu'un institut de sondage a fait interroger un échantillon de la population française (un millier de personnes par exemple) sur ses intentions de vote, il ne publie généralement pas les résultats réels qu'il obtient. Il y rajoute ce qu'il est convenu d'appeler des **corrections**. Par exemple, on sait que certains électeurs communistes répugnent à dire à des enquêteurs qu'ils votent communiste; plutôt que de ne pas répondre du tout, un certain nombre disent qu'ils votent socialiste, voire... P.S.U. ! Les résultats réels des sondages, s'ils étaient publiés, sous-estimeraient donc sensiblement les communistes, au profit des socialistes (et du P.S.U.). Les sondages, IFOP, SOFRES, Publimétrie, etc., sont ainsi conduits à « descendre » artificiellement les chiffres du PS et du PSU (le résultat direct obtenu par le PSU dans une récente enquête était de 6 %, on l'a descendu à 3 %), et à « monter » ceux du PC, pour se rapprocher de la réalité probable. L'intention n'est pas mauvaise (il s'agit de corriger ce qu'on sait être ses propres erreurs), mais, dirait-on, comment s'y prend-on ?

Il y a plusieurs méthodes. Parmi les deux les plus couramment utilisées, l'une consiste à demander aux personnes interrogées comment elles ont voté aux dernières élections. Comme on connaît les résultats réels de ces élections, on voit quel est le « biais » de l'échantillon, dans quelle mesure les gens dissimulent leur vote, et on corrige leurs réponses **actuelles** en conséquence. L'autre méthode courante est le recours au « pif » des sondeurs: comme ils ont l'habitude de faire des enquêtes, ils peuvent avoir l'habitude du biais qu'on rencontre, et ils corrigent un peu au jugé. Il est assez cocasse de penser que dans le bureau d'un institut de sondage, deux « spécialistes » ont à peu près ce dialogue: « Combien on leur met, aux socialistes, 22 ou 23 % ? — Ecoute, on dirait vraiment qu'ils montent. Mets-leur 23, et on verra la semaine prochaine combien l'Institut X. leur donnera; s'il le faut, on les fera descendre un peu. » Et que, quelques jours plus tard, des journalistes consciencieux dissenteront sur le gain d'un point du PS !

boule de neige

Mais ces deux méthodes comportent aujourd'hui un petit inconvénient: d'une part, il est bien possible que les gens confondent leur vote en 67 et en 68, et d'autre part le « pif » des sondeurs était habitué à une situation où il fallait toujours « descendre » le PS. S'ils sont persuadés qu'il est en train de monter dans l'opinion, ils ne savent plus très bien à quel niveau le mettre: autrement dit, pour l'ensem-

ble de la gauche, les résultats de sondage sont sûrement (à 1 % près) satisfaisants. Mais les spécialistes sont en proie, depuis quelques semaines, à une véritable panique pour ce qui est de la répartition interne à la gauche.

Dans l'avant-dernier sondage publié par *France-Soir*, l'IFOP avait décidé d'innover. Comme les personnes interrogées dans son échantillon avaient indiqué, par leur vote en 1968, des chiffres identiques à ceux de la moyenne nationale réelle, l'IFOP a, pour la première fois, semble-t-il, décidé de ne pas faire de correction, c'est-à-dire de ne pas « descendre » le PS de 5 ou 6 points de pourcentage.

Cela bien sûr sans rien en expliquer aux utilisateurs. Du coup, bien sûr, de nombreux observateurs ont relevé la poussée socialiste traduite par le sondage. On voit l'effet de boule de neige: les journalistes pensent voir dans le pays une poussée socialiste, du coup les sondeurs prennent peur et arrêtent de faire les corrections habituelles, du coup les journalistes voient leurs analyses confirmées par les chiffres, etc.

Qui pourrait soutenir que cet effort conjugué pour voir, décrire et mesurer une poussée socialiste sont sans effet sur les électeurs? Si la poussée socialiste est finalement confirmée en mars, qui pourra affirmer que cette « campagne » actuelle des sondages et de la presse n'y aura en rien contribué. Evidemment, il ne s'agit pas ici de faire la fine bouche, ou de mettre en doute l'efficacité de la propagande socialiste et des progrès du PS dont on peut se réjouir dans la mesure où ils s'effectuent aux dépens de la droite. Il semble assez raisonnable que le PS, qui bénéficie en même temps de son ancrage à gauche, de son image libérale et de la personnalité de F. Mitterrand, progresse ces temps-ci, notamment dans les rangs des cadres et des enseignants; on est certes loin des 5 % de Defferre en 69.

Il s'agit seulement de mettre en lumière un phénomène: la croyance dans un mouvement peut contribuer à créer (à accélérer) le mouvement.

rééquilibrage

Il faut ajouter ici deux éléments qui semblent fondamentaux. Si les sondages sont à ce point devenus moyen de campagne, c'est que les chiffres sont mis au service de deux objectifs: la victoire de la gauche en mars et ce qu'il est devenu d'appeler le « rééquilibrage » de la gauche.

On sait que l'un des objectifs de François Mitterrand est de faire passer — en nombre de voix — le PS devant le PC aux prochaines élections. Maurice Duverger a, dans *le Monde* du 27 janvier, théorisé sur ce point, allant jusqu'à écrire que « la répartition des suffrages au premier tour entre le parti socialiste et le parti communiste sera sans doute plus importante que leur répartition globale entre la majorité pompidolienne et l'union de la gauche ». Or, on doit le savoir: ce raisonnement est faux. Pour avoir une chance de vaincre, il est absolument nécessaire que la gauche gagne **globalement** des voix. Cela est absolu-

REFUSEZ



L'INTOXICATION

ment prioritaire, et ne peut en aucun cas être remplacé par le gain de suffrages socialistes aux dépens du PC: cela ne suffirait absolument pas, même s'il est vrai que les socialistes seraient dans bien des cas mieux placés pour « piper » des suffrages centristes au deuxième tour. Ne serait-ce que parce que PC et PS ne sont vraiment concurrents avec quelque chance de vaincre que dans un nombre limité de circonscriptions, c'est la gauche tout ensemble qui doit progresser pour pouvoir gagner, même si, de surcroît, il y a concurrence entre ses différentes fractions. Mais la concurrence interne ne peut remplacer les gains contre l'adversaire commun: les travaux les plus récents de la sociologie électorale le montrent clairement (1).

On peut d'ailleurs s'interroger sur l'efficacité de la tactique de ceux qui, sociaux-démocrates, estiment psychologiquement important que le PS ait plus de voix que le PC, parce que cela équilibrerait la puissance de l'appareil communiste: croient-ils vraiment que 2 % de plus de voix compensent l'organisation du PC et la force de la CGT et des « organisations de masse du parti » ?

mieux s'armer

Dernier point: la victoire de la gauche. Il faut le dire ici, elle est difficile, ne serait-ce qu'en raison de la loi électorale et du découpage iniques en vigueur. C'est vrai qu'avec les chiffres actuels des sondages, ce qu'on appelle la « poussée » de la gauche ne fait pour le moment que la remettre, au mieux, à son niveau de 1967. C'est vrai surtout que, pour l'emporter, la gauche doit rassembler plus de suffrages qu'il n'en faudrait à la droite: on vote en effet au scrutin majoritaire uninominal à deux tours, avec, en sus, un découpage sous-représentant les populations urbaines. Tout cela désavantage la gauche, et rend son combat plus difficile. On me dira qu'il ne faut pas écrire cela dans *Tribune socialiste*, et risquer ainsi de décourager ceux qui se battent. Mais c'est bien du contraire qu'il s'agit.

Si l'on veut aujourd'hui tout faire pour faire progresser le courant autogestionnaire au premier tour, et surtout où ce sera possible au second tour, et si l'on veut aussi contribuer à une victoire commune des forces populaires le 11 mars, il faut savoir aujourd'hui ne pas s'endormir sur des espérances de victoire proche: bien des efforts doivent être faits encore pour rallier des hésitants, des indécis.

Et je rappelle que dans la panoplie des arguments permettant de caractériser la caricature de démocratie que nous vivons, il y a — aussi — le mode de scrutin et le découpage électoral.

C'est tout. Connaître les conditions réelles du combat, ce n'est pas se démobiliser, c'est se mieux armer pour mieux lutter.

Gilbert HERCET ■

(1) Voir les articles sur la gauche électorale, dus à J. Ranger et F. Bon dans *Politique Aujourd'hui*, et à J. Jaffré dans la *Revue française de science politique* (numéros de février 1973).



RENAULT : Nationalisée... mais qui décide ?

il ne suffira pas de nationaliser...

Nos camarades travaillent beaucoup dans l'édition par les temps qui courent ! Et c'est tant mieux puisque chacun des trois livres publiés ces jours-ci par M. Rocard (« un Député pour quoi faire ? »), par B. Jaumont, D. Lenègre et M. Rocard (« le Marché commun contre l'Europe ») et par Ph. Brachet et J. Gallus (« les Nationalisations ») sont des instruments de travail utiles pour les militants socialistes.

Aujourd'hui, « T.S. » propose des bonnes feuilles du petit livre de Philippe Brachet et Jacques Gallus paru cette semaine dans la collection « Objectifs » au Cerf qui a déjà publié « les O.S. » de Daniel Mothé. Le sous-titre du livre « Quand la droite se sert de la gauche » indique clairement quelle orientation les auteurs ont voulu donner à leur étude des nationalisations. Elle comporte une analyse des origines de l'idée de nationalisation, une démonstration de l'utilisation par les gouvernements de droite des entreprises nationalisées, une critique des conceptions du P.C. sur le sujet et des propositions permettant de donner aux nationalisations un contenu réellement socialiste.

Nous publions ci-dessous les passages relatifs à la position des syndicats sur leur rôle dans les entreprises publiques et au problème de la hiérarchie.

Le travail des hommes d'avenir n'est pas aujourd'hui de préparer une insurrection brutale contre le capitalisme. Elle n'est pas pour le moment à l'ordre du jour, même s'il faut prévoir que la bourgeoisie ne se laissera pas déposséder sans réagir.

Le véritable travail c'est de concevoir les structures stables qui permettront au futur régime socialiste d'être un pas en avant durable vers plus de liberté. En vérité, c'est parce que l'après-révolution n'est qu'un grand trou noir que personne ne désire véritablement un affrontement décisif

(violent ou non) avec le capitalisme. P. Naville a raison de dire que « l'organisation prévisible de rapports socialistes... est la question centrale de l'époque actuelle ». Hélas, d'un côté on supplée le manque d'imagination par la reproduction, en pire, des schémas d'organisation capitaliste, et du côté gauchiste on se complait dans les vieux refrains populistes du type « seule la lutte paye », montrant par là que l'on ignore totalement ce qu'est le pouvoir à la fin du XX^e siècle. On a assez dit que Napoléon et Staline sont les produits involontaires de Robespierre et de Lénine. Et pourtant,

ceux-ci avaient un projet de société : la République et les Soviets. Si eux, révolutionnaires géniaux, n'ont pas assez pensé leurs projets, combien, nous, devons-nous y travailler avec force !

L'avenir consiste donc à concevoir la liaison entre planification et autogestion. Ce dernier thème, porteur de la société socialiste libre est encore aujourd'hui trop imprécis pour révéler les espoirs réalistes qui sont en lui. Mais déjà sa silhouette se dessine.

décomposer le pouvoir de décision

L'autogestion est fondée sur l'existence de plusieurs niveaux de décision selon la nature des problèmes à résoudre par exemple : organisation et rythmes du travail, production courante, prix, investissements, pour la production) et selon la zone géographique (unité d'habitation ou de travail, région, nation) ou fonctionnelle (atelier, établissement, branche ou secteur industriels) dans laquelle cette décision prend effet.

Ainsi l'autogestion affirme le principe que les décisions d'un niveau supérieur sont prises par les délégués des unités du niveau inférieur et non par des ordres venant du niveau supérieur.

Dans ce sens, la direction de chaque établissement est élue par les délégués d'ateliers et non nommée par l'Etat, fut-il prolétarien. Le principe complémentaire est que les décisions de chaque nature sont prises directement par les travailleurs du niveau correspondant. Cela signifie en premier lieu que les travailleurs organisent eux-mêmes le travail dans les ateliers et le coordonnent entre eux, sans recevoir d'ordre de personne en cette matière.

Bien sûr, les décisions prises par le niveau supérieur doivent être exécutées par les niveaux inférieurs. Mais ces décisions sont prises comme des contrats dont l'exécution fait l'objet d'un contrôle a posteriori par une instance d'arbitrage. Par exemple, les investissements, les prix, les salaires de chaque établissement doivent être conformes aux décisions des Plans nationaux, régionaux et de branche à laquelle il appartient. Mais la non-conformité est pénalisée a posteriori et non pas contrôlée a priori par l'Etat.

Ainsi l'autogestion, comme forme du pouvoir dans la société socialiste, s'oppose au capitalisme pour lequel tout le pouvoir émane du sommet (de l'Etat, en définitive) et descend selon le mode hiérarchique. En décomposant le pouvoir de décision selon la nature des décisions à prendre, et en remplaçant commandement par coordination, l'autogestion fera éclater l'organisation actuelle des entreprises, qui sont des unités de production conçues en fonction de la réalisation du profit, et dont les limites, dessinées par la concentration et la concurrence, ne sont nullement rationnelles.

Si l'objet de ce livre n'est pas l'autogestion, il était nécessaire d'en définir l'esprit pour illustrer les différentes stratégies que les syndicats développent à l'égard de la gestion des entreprises nationalisées. Car ceux-ci ont une responsabilité majeure dans la création, lente mais quotidienne, de nombreux rapports sociaux, d'une organisation socialiste.

position des syndicats

Favorable à la cogestion de façon générale, Force ouvrière est logique avec elle-même en participant aux organismes de gestion des entreprises na-

tionales dans un esprit de « dialogue constructif ». Rejetant la lutte des classes comme une théorie inspirée par une idéologie politique, elle entend rester sur le terrain strictement revendicatif en saisissant toutes les occasions concrètes de satisfaire les revendications des travailleurs. Elle n'a pas d'hostilité de principe à l'égard de l'Etat et de ses représentants actuels, non plus qu'à l'égard du patronat dans le secteur privé : elle se réserve de juger cas par cas. Si les conflits qui se manifestent mettent en cause la nature même de l'Etat, ou les principes de l'organisation du travail dans les entreprises publiques, elle cherchera à les canaliser d'une façon qui soit compatible avec le maintien du système social actuel.

La position de la C.G.T. a ceci de commun avec celle que F.O. que, pour l'une comme pour l'autre, leur attitude dans le secteur public est l'application d'une conception d'ensemble des rapports sociaux et de l'Etat. Favorable aux nationalisations dans leur principe, et à la structure hiérarchique du pouvoir avec l'Etat à sa tête, la C.G.T. dénonce l'Etat actuel, non pas dans son principe, mais parce qu'il est « au service des monopoles ». Elle en voit la preuve dans le retour en arrière qui s'est opéré dans la gestion des nationalisations, cette « conquête des travailleurs », depuis la Libération.

Son objectif est donc, en quelque sorte, la restitution aux travailleurs de ce qui leur appartient : la gestion démocratique des entreprises publiques.

Mais pour atteindre cet état de choses, la C.G.T. pense qu'il faut passer par le remplacement de l'Etat actuel par un Etat lui-même démocratique, « représentant véritable des intérêts des travailleurs ». En tenant ce raisonnement, la C.G.T. affirme ne pas « faire de la politique », mais simplement tirer les conclusions du fait que, malgré son désir permanent de négocier, elle ne trouve pas en face d'elle d'interlocuteur valable avec lequel elle puisse se mettre d'accord sur un calendrier d'améliorations progressives qui « satisfassent les intérêts légitimes des travailleurs ». Si l'Etat était « démocratique », son contrôle direct sur les entreprises nationalisées serait d'nc, pour la C.G.T., une bonne chose.

Pour la C.F.D.T., le problème est plus de savoir quel contenu donner à la nature collective des entreprises publiques, qui soit en rupture avec leur confiscation par l'Etat, leur bureaucratization. Telle semble être la direction qu'elle donne à ses recherches actuelles. Il s'agit donc de revenir aux sources du problème que le mouvement ouvrier s'est posé durant la période de Front populaire et à la Libération, sur l'organisation, le contenu des nationalisations.

Mais, alors que la C.G.T. semble reprendre la formule de la « gestion tripartite » son compte comme objectif

de ses revendications, la C.F.D.T. est à la recherche d'une autre forme d'organisation dans le sens de l'autogestion. Elle est donc attentive aux mouvements issus de la base et qui se reconnaissent difficilement dans la forme et le contenu traditionnels donnés aux revendications, mais sont à la recherche de nouvelles formes d'expression et d'action (dont la traduction en termes d'axe de lutte s'exprime de plus en plus souvent par le mot d'ordre du contrôle ouvrier, renouant avec la tradition révolutionnaire qui semble abandonnée par la C.G.T.).

Quelles que soient leurs stratégies, les trois centrales ouvrières sont confrontées dans le secteur public au problème de l'efficacité des formes d'actions revendicatives retenues, à atteindre les objectifs fixés. Dans les services publics, si l'Etat-patron est l'adversaire, l'enjeu est de plus en plus souvent l'opinion publique, c'est-à-dire les usagers.

Car, dans les formes et les conséquences des conflits se manifeste la situation spécifique du secteur public, les contradictions dans lesquelles il est situé : l'arrêt de la production dans les entreprises dont l'activité constitue un service public nuit davantage aux usagers, c'est-à-dire pour la plupart à des travailleurs salariés, et en tout cas, à ceux qui constituent en même temps l'opinion publique, qu'à l'Etat (surtout quand l'entreprise est déficitaire). Il peut, en effet, y trouver des arguments ou des circonstances favorables pour avancer des projets de reconversion ou de privatisation de ces services publics, ou bien une réglementation plus stricte du droit de grève dans le secteur public.

dépendance et hiérarchie

Quelles formes d'action trouver qui portent atteinte aux intérêts de l'Etat sans toucher les usagers ? Les centrales ouvrières semblent répondre à cette question de stratégie syndicale en distinguant entre les usagers domestiques — c'est-à-dire pour la plupart des salariés — qu'ils cherchent à préserver de l'inconvénient de l'arrêt des services publics, et les usagers industriels, qui font les frais de l'arrêt de la production.

Au-delà de l'entorse au principe de l'égalité devant le service public que cette pratique constitue — mais toute grève n'est-elle pas d'abord la rupture d'un état de droit, pour créer un état de fait nouveau en établissant un rapport de forces correspondant ? —, la question de l'objectif fondamental des syndicats ouvriers des entreprises publiques demeure posée. **A partir du contenu de leurs revendications et des stratégies de luttes qu'elles mettent en œuvre, deux objectifs s'offrent à**

eux : la fonctionnarisation, c'est-à-dire le renforcement d'un salariat d'Etat et l'autogestion, c'est-à-dire la fin de la dépendance salarié-patronat d'Etat.

Cette vieille dépendance est un enjeu de taille puisque Marx y voit la racine de l'exploitation capitaliste :

Comment une somme de marchandises, c'est-à-dire de valeurs d'échange, se transforme-t-elle en capital ? Réponse : par le fait de subsister comme puissance sociale indépendante, comme puissance d'une partie de la société, qui se conserve et s'accroît en s'échangeant contre du travail immédiat, vivant. L'existence d'une classe qui ne possède rien en dehors de sa capacité de travail est une condition nécessaire du capital. (...) Le capital suppose donc le travail salarié, le travail salarié suppose le capital : ils sont la condition l'un de l'autre (1).

A l'intérieur de cette question de la dépendance, on a aujourd'hui tendance à mettre l'accent sur le problème de la hiérarchie. Car, le principe hiérarchique est de plus en plus contesté par toute une partie de la classe ouvrière et des couches techniciennes, en particulier chez les jeunes travailleurs. Cette contestation est d'autant plus vigoureuse que le principe hiérarchique a aujourd'hui largement dépassé le cadre de la hiérarchie des salaires pour devenir l'armature de la société tout entière. Que ce soit au niveau culturel, à celui du cadre de vie ou de la consommation, les activités sociales sont encadrées dans un réseau de plus en plus étroitement hiérarchisé : à chaque couche ou classe sociale correspond un modèle de culture, d'urbanisme et de consommation. Le niveau de luxe atteint dans chacun de ces modèles est le reflet de la position hiérarchique que l'individu occupe dans le corps social, l'origine de cette position étant une soi-disant compétence professionnelle.

Mais celle-ci étant largement dépendante de critères sociaux tels que la bonne habitude aux valeurs bourgeoises (le sens de la hiérarchie, par exemple) la boucle est bouclée : la machine sociale fonctionne en circuit fermé du pouvoir bourgeois au pouvoir bourgeois par l'intermédiaire du principe hiérarchique.

un autre modèle d'autorité

En proposant un autre modèle d'organisation de l'autorité — qui est, elle, une constante nécessaire à la vie de toute société —, l'autogestion manifeste que le principe hiérarchique actuel n'est qu'une hypothèse de fonctionnement social parmi d'autres.

Malheureusement, il semble que, pour le moment, ceux qui travaillent à bâtir ce nouveau modèle n'aient pas le soutien du Parti communiste français. Au contraire de son homologue italien, le P.C.F. laisse en effet étroitement fermée la porte de l'autogestion.

Dans le modèle de gestion de l'entreprise qu'il propose, le « Conseil d'administration dirige. Toutes les décisions prises dans l'entreprise en dehors de lui ne pourront l'être qu'en son nom, sur délégation de pouvoir » (2). Le principe hiérarchique est donc affirmé : le pouvoir de décision ne se divise pas, il vient d'en haut.

Les niveaux intermédiaires de la hiérarchie sont eux aussi en place :

« Il revient à l'appareil de direction technique, commercial et administratif de faire appliquer les décisions du Conseil d'administration, et d'assurer la marche quotidienne de l'entreprise... L'appareil de direction conserverait à tous les échelons son rôle de commandement en application des décisions prises. » (3).

L'organisation hiérarchique du commandement est donc renforcée. Mais

ce serait devenu une hiérarchie juste et démocratique parce qu'elle s'exercerait toutefois dans des « conditions nouvelles ». Cette nouveauté, c'est la gestion tripartite du Conseil d'administration, la présence d'élus du personnel aux comités de gestion, l'information du personnel sur les problèmes de l'entreprise. C'est ce que de Gaulle appelait la troisième voie entre capitalisme et socialisme : la participation.

Or, à l'heure actuelle, des « comités mixtes de production » existent dans la plupart des entreprises publiques.

Ils ressemblent fort à ce que propose le P.C. mais n'ont qu'une réalité formelle. Ils sont pourtant saisis de toute question ayant une incidence sur le personnel : ils pourraient donc même l'être des décisions d'investissement et de gestion, mais la technicité des dossiers empêche les syndicats d'avoir une position à ce niveau. Ainsi toute la question est : du seul fait que la démocratie sera devenue « véritable »,

Ces comités deviendront-ils réellement des instruments du contrôle des travailleurs sur l'appareil de production ?

Il n'y a guère de raison de l'espérer, puisque les principes de la division sociale du travail n'auront pas été atteints.

participation ou autogestion

En définitive, il s'agit pour le P.C. de conserver la structure actuelle de l'entreprise publique en lui donnant un contenu « positif ». Ce dernier sera obtenu par des élections à la proportionnelle qui ne manqueront pas de donner le pouvoir aux travailleurs, puisque ceux-ci sont la majorité des électeurs, et le rôle principal au P.C. puisqu'il est par définition le parti des travailleurs. L'élection est donc, pour le P.C., au niveau de l'entreprise comme à celui de l'Etat, le mode général de participation des travailleurs à la société, durant la période de « démocratie avancée ». Mais, dans son esprit, ces élections ne font que renforcer le pouvoir de commandement des directions, selon le mode hiérarchique.

L'espoir que suscite une telle conception du pouvoir dans l'entreprise n'est pas nul. Elle constitue certainement un progrès considérable sur ce que sont les droits du personnel dans l'entreprise actuelle, y compris dans l'entreprise publique. Mais, il n'est pas possible de dire que cette politique de participation réelle soit une politique de rupture avec les structures sociales du capitalisme, ni en conséquence, une politique ouvrant directement la voie au socialisme libre.

Car, au fond du problème des nationalisations se trouve celui de l'appropriation de l'entreprise par les travailleurs. Or, tous les exemples démontrent que la participation, quelle soit de type gaulliste, comme en France ou de type étatique comme dans certains pays de l'Est, n'est en rien une appropriation de l'entreprise par les travailleurs. Seul le contrôle de ceux-ci sur les structures d'autorité qu'ils auront eux-mêmes mises en place est le gage réel qu'une nouvelle dépendance ne les attend pas au tournant des nationalisations socialistes.

Philippe BRACHET et Jacques GALLUS ■

(1) K. Marx, Travail salarié et capital, 1849.

(2) Traité d'économie marxiste, t. 2, p. 409.

(3) Traité d'économie marxiste, t. 2, p. 410.

Philippe Brachet et Jacques Gallus, « Les nationalisations ». Cerf. (9 F, en vente à la librairie de « TS ».)



Pouquoi des candidats du PSU ?

Il est de tradition au PSU de s'apercevoir au dernier moment que des élections peuvent jouer un rôle important dans le développement de la lutte des classes. La peur de l'électoratisme, l'opposition entre les luttes et les urnes nous conduisent souvent à devenir fort timides et quasiment honteux pour dire le moment venu « Votiez PSU ». Nous n'aurons pas la même attitude cette fois-ci. Ces élections, voici plus d'un an que nous affirmons qu'elles vont être capitales. Pour la lutte contre le régime d'abord, mais aussi pour l'affirmation d'une force qui commence à exister sur la base du contrôle ouvrier et de l'autogestion.

QUE peut faire un Parti sans argent dans une campagne électorale où chaque formation s'apprête à engloutir des dizaines de millions ?

Que peut espérer un Parti qui n'a aujourd'hui qu'un seul député et qui ne peut attendre, compte tenu de l'actuel mode de scrutin, en avoir suffisamment pour changer le rapport des forces au sein du Parlement ? Est-ce donc du masochisme ou de l'inconscience si nous présentons aujourd'hui environ 250 candidats ?

Certains l'affirment en nous présentant d'ailleurs des arguments contradictoires : participer aux élections c'est faire le jeu de la bourgeoisie diront les uns. Contentez-vous de soutenir la gauche aux élections, d'être son aiguillon dans les luttes sociales et de lui servir de « réservoir d'idées » affirmeront les autres.

Ces deux conceptions ne sont contradictoires qu'en apparence. Elles se fondent en fait sur un postulat commun : la séparation entre lutte sociale et lutte politique. La variable de gauche de cette affirmation conduit au gauchisme : refus de prendre part aux élections actuelles, refus de choisir nettement un camp, celui de l'ensemble des forces qui se battent contre le capitalisme quels que soient les désaccords qui les traversent.

La variable de droite conduit à « la gauche non communiste ». Elle se repose sur une curieuse division du travail : pour les luttes sociales, vive le PSU - mais pour les élections, place au PS !

Clignotant du système

Il est vrai que cette coupure exprime l'état des cinq dernières années que nous venons de vivre. Depuis 1968, l'extrême-gauche en France, après avoir vécu quelque temps sur l'illusion d'une crise révolutionnaire imminente, a limité son rôle, suivant l'expression employée par le groupe « vive la Révolution », à celui d'un « clignotant » des tares les plus importantes du système. Sur ce terrain de nombreux points ont été marqués. Des questions « oubliées » ont été brusquement posées : situation des travailleurs immigrés, statut de la femme, problème de l'avortement, racisme anti-jeunes, volonté de changer réellement « la vie » et pas seulement les rapports de production...

Pourtant ce ne sont généralement pas ceux qui ont posé ces problèmes qui se trouvent aujourd'hui capables de leur donner une expression politique.

On a vu au contraire, et de façon presque caricaturale, des forces restées totalement étrangères à ces questions et aux luttes qui les ont dévoilées, s'en emparer pour se refaire une virginité politique. Qui aurait pu penser il y a cinq ans que le Parti Socialiste discrédité, profondément étranger à Mai 68, dirigé par des notables extérieurs à tout combat social, allait pouvoir en 1973 refaire surface et progresser considérablement en reprenant à son compte le thème « changer la vie » !

Et si l'on en croit Georges Seguy dans son livre « le Mai de la CGT » c'est finalement au Parti communiste et à la CGT que serait dû pour l'essentiel le grand mouvement de 1968 !

Je ne rappelle pas cette évolution, apparemment paradoxale, des forces politiques pour dénoncer en termes moralistes l'hypocrisie des uns ou des autres. Nous devons au contraire comprendre pourquoi il en est ainsi aujourd'hui, et savoir en tirer toutes les leçons politiques.

La première de ces leçons c'est que l'on ne peut combattre un système politique en faisant constamment semblant d'oublier son existence. Il n'est pas indifférent par exemple que les institutions politiques léguées par le gaullisme provoquent une bipolarisation de toute la vie politique. Si tel n'avait pas été le cas le Parti socialiste aurait eu toute latitude pour poursuivre sa politique d'alliance avec le centre. Les conditions du combat contre le régime, les rapports de l'extrême-gauche et du Parti communiste s'en seraient inévitablement trouvés modifiés.

Nous ne pouvons pas non plus nous comporter comme si les élections représentaient chaque fois une sorte « d'accident de parcours » dont on se préoccupe au dernier moment.

C'est précisément parce qu'il s'agit là d'un terrain difficile, que les règles de la consultation en sont faussées par le mode de scrutin, que les travailleurs s'y expriment à titre purement individuel, qu'elles doivent être chaque fois préparées avec le plus grand soin.

Sans doute nous faudra-t-il affronter l'éternelle critique des « illusions électoralistes ». Mais il faudrait s'entendre sur ce que l'on désigne par le terme illusion. S'il s'agit de montrer qu'un simple vote ne peut en aucun cas suffire à provoquer une transformation durable, c'est une évidence que l'histoire s'est chargée de démontrer.

Seule la pression collective des travailleurs, leur capacité à s'organiser permet d'envisager un rapport de forces favorable face à une bourgeoisie qui ne se laissera pas déposer de ses pouvoirs et de ses privilèges sans réagir.

Continuer la lutte des classes

Mais nous ne suivons pas ceux pour lesquels c'est finalement le principe électif lui-même qui se trouve remis en cause, et qui fournissent ainsi le prétexte à toutes les manipulations possibles.

Cette conception est aussi fautive que celle qui prétend opposer l'insurrection armée à l'électoratisme. La nature de l'affrontement avec la bourgeoisie dépend du moment et du terrain. Une forme de lutte n'est pas a priori illusoire ou efficace. Ce qui par contre est déterminant c'est de savoir si un combat politique est le fait d'une majorité de travailleurs qui s'expriment collectivement et démocratiquement, ou s'il se réduit à des chèques en blanc donnés à des minorités. Que celles-ci prétendent transformer les choses en leur nom et à leur place par la lutte électorale ou par la lutte armée n'est pas alors fondamentalement différent. Car les deux attitudes ont en commun de mépriser profondément l'exercice d'une véritable démocratie des travailleurs.

Faut-il alors opposer aujourd'hui les luttes aux élections ? Une fraction de l'extrême-gauche propose aujourd'hui cette perspective. Elle confirme ainsi curieusement l'attitude de Georges Seguy souhaitant au nom de la CGT une trêve sociale avant les élections, puis après, en cas de majorité de gauche. Nous retrouvons encore ici cette même coupure artificielle entre luttes sociales et luttes politiques.

Croit-on sérieusement que la gauche tout entière pourra gagner si elle ne démontre pas que sa victoire sera le point de départ de transformations radicales ? Et quel sera son meilleur atout sinon celui d'un renforcement du combat des travailleurs pour améliorer partout le rapport de forces contre le patronat ?

Nous retrouvons ici l'une des questions les plus importantes sur lesquelles il n'est pas possible d'accepter n'importe quelle stratégie, n'importe quelle conception du socialisme.

Si nous voulons éviter qu'une victoire éventuelle de la gauche se résume à quelques réformes sociales octroyées, c'est aujourd'hui qu'il faut le montrer. Le montrer en continuant plus que jamais la lutte de classes directe dans les entreprises, dans les villes, dans l'école, dans l'ensemble des secteurs que nous regroupons faute de mieux sous le titre de « vie quotidienne ».

Mais nous devons tout autant le montrer en faisant apparaître sur le plan politique et au moment des élections une force dont l'objectif se trouve être l'ouverture d'une réelle transition au socialisme. Le sens que le PSU donne à son combat autogestionnaire passe aussi par sa capacité à ne pas abandonner ce terrain de combat.

L'expérience cruelle des révolutionnaires italiens est là pour nous le rappeler. Leur défaite électorale a hypothéqué directement et peut-être durablement leur crédibilité dans la classe ouvrière. Nous ne pouvons courir ce risque.

250 candidats

La seule attitude conséquente que nous devons avoir dans la période actuelle repose donc sur deux affirmations : tout faire d'abord pour battre ce régime et ses alliés virtuels que sont les réformateurs, en désignant clairement l'adversaire commun et en présentant au deuxième tour des élections, un front uni de toutes les organisations socialistes.

Mais il nous faut également, avec la même énergie, travailler à montrer qu'une force politique, insérée dans les luttes sociales et se battant pour le contrôle des travailleurs et l'autogestion, commence à exister. Les 250 candidats du PSU seront là pour le montrer. Il en aurait fallu plus, beaucoup plus. Nous n'avons pu en présenter davantage faute de moyens financiers. Mais tous ceux qui veulent réellement qu'une victoire de la gauche ouvre la voie au socialisme ne peuvent pas se contenter de nous manifester leur sympathie.

Il faut que le PSU montre dans cette bataille non seulement qu'il existe mais qu'il est capable de progresser. Ceux qui soutiennent notre combat doivent savoir que leur vote le 4 mars sera indispensable s'ils ne veulent pas voir renvoyée aux calendes persanes la perspective du socialisme autogestionnaire.

Gérard FERAN ■



250 CANDIDATS : QUI SONT-ILS ?

AIN. — 1^{re} circonscription : Bernard JACQUINOT - 2^e : Jacques DUTHION - 3^e : Charles ROMIEUX.

AISNE. — 2^e : Jacqueline LABROSSE - 4^e : Jacques DWORNIK.

ALPES-MARITIMES. — 5^e : Pierre BERNARD.

ARDECHE. — 1^{re} : Claude LAREAL.

ARDENNES. — 2^e : Claude PREVOST.

AUDE. — 2^e : Claude DUBEAU.

CALVADOS. — 1^{re} : Bernard ANNES.

CHARENTE. — 2^e : Jacques DESMOULINS.

CHARENTE-MARITIME. — 4^e : Marie-Louise CHARBONNIER.

CHER. — 1^{re} : René ROBERT.

CORREZE. — 1^{re} : Paul PORTE - 3^e : Michel KELLERMANN.

COTE-D'OR. — 2^e : Marie-Thérèse GINET - 4^e : Gabriel BLAISE.

COTES-DU-NORD. — 1^{re} : Yves LE FOLL, cons. gén., maire de Saint-Brieuc - 3^e : Guy CARO, cons. gén. - 5^e : Pierre JOSSELIN.

DORDOGNE. — 2^e : Lino OTTOGALI - 4^e : Jean VILLATTE.

DOUBS. — 1^{re} : Charles PIAGET - 2^e : Georges MINAZZI.

DROME. — 1^{re} : Pierre MEGIER - 2^e : René DELEGLISE.

EURE. — 1^{re} : Jean VASSEUR - 2^e : Roger CUEIUILLE - 3^e : Christophe WARGNY - 4^e : André GOUDEAU.

EURE-ET-LOIR. — 2^e : STENFORT.

FINISTERE. — 1^{re} : Josette BERNARD - 2^e : Jean-Pierre MADEC - 4^e : Roger PRAT, cons. gén.

GARD. — 1^{re} : CHABANIS.

MOYENNE D'AGE DES CANDIDATS

Entre 23 et 30 ans	21,9 %
Entre 31 et 40 ans	43,7 %
Entre 41 et 50 ans	17,8 %
51 ans et plus	15,2 %

HAUTE-GARONNE. — 1^{re} : Achille AUBAN, anc. min., cons. gén. - 3^e : Alain BENETEAU - 6^e : Louis TITOS.

GIRONDE. — 1^{re} : Joëlle DUSSEAU - 4^e : Laure LATASTE - 6^e : BERNARDET.

ILLE-ET-VILAINE. — 1^{re} : Thérèse CAILLAUD - 2^e : Roger HUBEAU.

ISERE. — 1^{re} : Georges BOULLAUD - 3^e : Michel DESTOT - 4^e : Georges QUEZEL.

JURA. — 1^{re} : Jean PETIARD.

LOIR-ET-CHER. — 1^{re} : LEFRESNE.

LOIRE. — 1^{re} : Huguette BOUCHARDEAUX - 2^e : André GARNIER - 3^e : Maurice VILLEGAS - 4^e : Jean SANQUER - 7^e : Maurice PLASSE, adj. au m. de Montrbrison.

LOIRE-ATLANTIQUE. — 1^{re} : Maurice MILPIED - 3^e : François AUTAIN, maire de Bouguenais - 6^e : Jacques CAPET.

LOIRET. — 1^{re} : Michel de la FOURNIERE - 2^e : Marcel REGGUI - 3^e : Bernard MADRE.

LOT. — 1^{re} : Edmond JOUVE - 2^e : Daniel LOMPUECH.

MANCHE. — 1^{re} : Jean GIRES.

HAUTE-MARNE. — 1^{re} : André RONDOT - 2^e : Marcel MARCHAND, adj. au m. de Saint-Dizier.

MEURTHE-ET-MOSELLE. — 1^{re} : François BORELLA - 2^e : Michel BOUTONNET - 3^e : Marie-Claude VAYSSADE - 5^e : Louis STEFFEN - 6^e : Marcol CUNIN.

MEUSE. — 1^{re} : Jean-Claude DEMAILLY.

MORBIHAN. — 1^{re} : Eugène QUEVERDO - 5^e : LE PAUDER.

MOSELLE. — 1^{re} : Etienne AUBRION - 2^e : Gérard SAUTRE - 6 : Albert GERHART.

NIEVRE. — 2^e : Robert PICQ, cons. gén., adj. au m. de La Charité.

NORD. — 1^{re} : Daniel FILLEBEEN - 3^e : Marcelle MINET - 4^e : Jean-François NOEL - 7^e : Alain DESJARDINS - 8^e : Yvonne DELMOTTE - 9^e : Jean-Pierre DESQUIENS - 11^e : Pierre-Jean BARET - 22^e : Umberto BATTIST.

ORNE. — 1^{re} : Serge POLLET.

PAS-DE-CALAIS. — 7^e : André LEFEBURE - 8^e : Marie ROSE.

PUY-DE-DOME. — 1^{re} : Jacky COURTIAL - 2^e : Jean EHRARD.

PYRENEES-ATLANTIQUES. — 1^{re} : Marcellin NUNEZ - 2^e : René SUHUBIETTE.

HAUTES-PYRENEES. — 1^{re} : Claude DUBARRY.

PYRENEES-ORIENTALES. — 2^e : Marguerite GILLET.

BAS-RHIN. — 2^e : Henri BERGEZ - 5^e : Robert BOEHM.

HAUT-RHIN. — 4^e : François MINOD - 5^e : Roger WINTERHALTER.

RHONE. — 1^{re} : Henri SOUBEYRAND - 2^e : Hubert MAZOYER - 4^e : Louis COSTE-CHAREIRE - 5^e : Bernard FANJAT - 6^e : Irène FOULTIER - 7^e : BUISSON - 10^e : Michel ROCATTI - 11^e : Claude COLIN - 12^e : Bernard HUISSOUD - 13^e : Maurice DELAY.

HAUTE-SAONE. — 2^e : Philippe COTTARD.

SAONE-ET-LOIRE. — 1^{re} : Jacqueline NOIRARD.

SARTHE. — 1^{re} : Jean-Claude LEROYER - 4^e : Monique ROUELLE.

SAVOIE. — 3^e : Jean BERARD.

HAUTE-SAVOIE. — 1^{re} : Renée FELTIN - 2^e : Georges CONSTANTIN - 3^e : Bernard LABOURE.

REPARTITION SOCIO- PROFESSIONNELLE DES CANDIDATS

Ouvriers et employés	23 %
Techniciens et cadres moyens.	15,6 %
Ingénieurs et cadres supérieurs.	11,7 %
Médecins et assimilés	5 %
Agriculteurs, techniciens agricoles	3,3 %
Enseignants	24 %
(dont primaire : 5,6 %, secondaire : 13,4 %, supérieur : 5 %)	
Educateurs, animateurs, orienteurs	5,1 %

On trouve en outre parmi nos candidats : 1 étudiant, 1 ecclésiastique, 1 commerçant, 2 avocats, 3 journalistes, 4 permanents politiques ou syndicaux, 4 retraités et 2 femmes sans profession.

NOMBRE DE FEMMES CANDIDATES

23 sur 210, soit 10,9 %

PARIS. — 1^{re} : Claude BUREAUX - 2^e : Jean LHOPITAL - 3^e : Christian HERVE - 4^e : Alain DAUBA - 5^e : Albert FINIZIO - 7^e : Lucienne DIDNER-SERGENT - 8^e : Roger SAREMBAUD - 9^e : Jean BAUMGARTEN - 10^e : Jean COURAULT - 11^e : Geneviève PETIOT - 13^e : Michel GRIMAL - 14^e : Claude BOURDET - 15^e : Robert CHAPUIS - 16^e : Olivier DELATOUR - 17^e : Bernard HENNET - 18^e : Gilberte MARQUESTE - 19^e : Christian ROLLET - 20^e : Claude GERAUD - 23^e : François NEGRE - 24^e : Richard LEBLAY - 25^e : Geneviève

PLAGNE. — 26^e : Pierre PARYS - 27^e : Charles CIMERMAN - 28^e : Gérard ANDRIEU - 29^e : Alain CHESNEL - 30^e : Guy PHILIPPON - 31^e : Michel MOUSEL.

SEINE-MARITIME. — 1^{re} : Odette CAHIER - 2^e : Michel CANAPLE - 3^e : Pierre BOURGUIGNON - 4^e : Claude DUVAL - 5^e : Pierre ROUSSEL - 6^e : Paul REGUER - 7^e : Jean DEFRESNE, maire de Rouelles - 9^e : Jean GONDONNEAU.

SEINE-ET-MARNE. — 1^{re} : Jean-Jacques BERNARD - 2^e : Yves LETTY - 4^e : Bernard LANGLOIS - 5^e : P. SPITERI.

YVELINES. — 1^{re} : René LEGARS - 2^e : Jacques FERLUS - 3^e : Basile VOLOKHINE - 4^e : Michel ROCARD, député sortant - 5^e : Elie GRANDJEAN - 6^e : Jean DENNEVILLE - 7^e : Alain PIERRE - 8^e : François SOULAGE.

DEUX-SEVRES. — 1^{re} : Jean-Marie CHARPENTIER.

SOMME. — 1^{re} : Jacqueline LETIFI.

TARN. — 2^e : André CROSTE.

TARN-ET-GARONNE. — 1^{re} : Jean-Paul NUNZI - 2^e : Michel DARIO.

VAR. — 1^{re} : Guy BOISGIBAUT.

VENDEE. — 1^{re} : Jean-François MORINEAU - 2^e : Jean MALLET.

HAUTE-VIENNE. — 3^e : Paul MANI GAUD.

ESSONNE. — 2^e : Jean-François VALLIN - 3^e : René CRUSE - 4^e : Georges SUD.

HAUTS-DE-SEINE. — 1^{re} : Maurice TOMBOLATO - 2^e : Jean-Claude CHAMBLAIN - 3^e : Jean CHAMBEAU - 4^e : Jean BARNIER - 5^e : Daniel PIGOT - 6^e : Serge MALLET - 7^e : Michel TOURMETZ - 9^e : René FAYET - 10^e : André BARJONET - 11^e : Jean-Claude PICHENOT - 12^e : Jean LE GARREC - 13^e : Bernard RAVENEL.

SEINE-SAINT-DENIS. — 1^{re} : Jean-Marie HIRIBARREN - 2^e : Gilbert PALLIER - 3^e : Jacques SALVATORE - 5^e : Antoine FORTE - 6^e : Léo GOLDBERG - 7^e : André POUPLARD - 8^e : René PEDEAU - 9^e : Hervé LE TOQUIN.

VAL-DE-MARNE. — 1^{re} : Philippe BRACHET - 2^e : Gérard MARRONCLE - 3^e : Jean FRANCHETEAU - 4^e : Maurice THOMAS - 5^e : Gilbert ESTEVE - 7^e : Henri SAIGRE - 8^e : André JONDEAU.

VAL D'OISE. — 1^{re} : Georges LE GUELTE - 2^e : René LECLERC - 3^e : Robert BRACQ - 4^e : Jean-Claude HUBI - 5^e : Daniel HUG.

le matériel de la campagne

PSU POUR LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS

Geneviève PLAGNE

POUR LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS

LE SOCIALISME ET L'AUTOGESTION

LIBERER PARIS DE LA DICTATURE DU CAPITAL

IL NOUS FAUT RECONQUERIR LA REGION PARISIENNE

PANNEAU ELECTORAL TYPE POUR LA REGION PARISIENNE

1. - MATERIEL LEGAL.

Deux grandes affiches de panneaux, l'une de contenu national, l'autre régionalisée - Deux affichettes de réunions. Une circulaire électorale, au recto nationale, et au verso régionalisée - Un bulletin de vote.

La plupart des fédérations ont fait en outre réaliser des bandeaux au nom du candidat.

2. - MATERIEL SUPPLEMENTAIRE

a) Affiches : la série des trois affiches « Pour le pouvoir aux travailleurs », une série de trois bandeaux « Contrôler aujourd'hui pour décider demain », « Pour le pouvoir aux travailleurs », « Pour le socialisme et l'autogestion ». Certaines fédérations ont fait en outre, éditer une

affiche régionale sur les problèmes régionaux.

b) Le manifeste : il existe maintenant soit en version intégrale (1 vol., 230 p., 10 F., aux éditions TEMA) soit en version abrégée (dépliant de 8 pages : « Pour le socialisme et l'autogestion »).

c) Certaines fédérations ont fait réaliser un numéro spécial de « T.S. » ou de leur journal régional spécialement consacré aux élections législatives.

3. MATERIEL DE SOUSCRIPTION.

a) Bulletins de souscription (en carnets de 10).

b) Tracts de souscription : « Vos patrons cotisent pour nos adversaires ».

c) Panneaux d'affichage en trois volets séparés (pour les marchés).

front de

Le vrai débat : sur d'autres chaînes...

Le lecteur de « TS » est intelligent : il ne regarde pas les informations à la télé. Le rédacteur de « TS » si : par devoir. Voilà pourquoi il sait, lui, que tout va bien dans ce qu'on appelle le secteur social.

EN principe, avant une élection ce que cherche le pouvoir en place, c'est le calme. Cette fois on veut nous faire croire que jusqu'à la dernière minute ce gouvernement sera bon pour les travailleurs. L'accord Renault est selon la télé un truc très important. Les difficultés dans les négociations du secteur public (RATP, SNCF, charbonnages...) c'est sans importance, tout juste de la colère de syndicaliste... D'ailleurs la RATP ne se mettra pas en grève... Pas tout de suite.

Bref le pouvoir, un peu gêné sur sa gauche, vient de ressortir le gadget de la politique contractuelle. Le fantôme de Chaban-Zorro revient au galop... Edgar Faure se fait discret ainsi qu'il sied à un ministre des Affaires sociales.

Mais est-ce que ça va si bien qu'on nous le dit !

on licencie

Certes, nous ne sommes pas dans une période de crise sociale aiguë. Il y a des grèves, des mouvements. Ils sont divers et épars mais curieusement nombreux pour la période. Il a fallu attendre jusqu'au 1^{er} février pour voir François Ceyrac prendre enfin position contre le programme commun.

Mais pas du tout pour le régime Pompidou. Bien au contraire sur le terrain les patrons adoptent des positions qui pourraient nuire à l'UDR.

Un exemple : il y a des licenciements. Ce ne sont pas des choses à faire à quelques semaines des élections. La carte des luttes que nous publions ci-contre montre que c'est par centaines que l'on fabrique des chômeurs (Bon Marché, Amieux, Lesieur, Schirmeck).

L'annonce de ces licenciements provoque des grèves. Courtes, mais en principe le chômage n'est pas un thème mobilisateur dans les entreprises touchées. On se met aussi en grève pour des augmentations de salaire.

Rien de plus normal après les récentes hausses de prix et l'échec des mesures sur la TVA. Mener des grèves pour les salaires en plein mois de janvier, celui où les porte-monnaie populaires sont vides, il faut que le mécontentement soit à son comble.

Comme il ne faut pas freiner les productivités, les patrons concèdent 2 à 3 %, mais pas question de satisfaire les revendications anti-hiérarchiques.

On espère que l'augmentation du SMIC — un peu plus de 300 F par mois — à partir du 1^{er} février, calmera un peu les esprits.

pour les conditions de travail

Ces diverses manifestations de la classe ouvrière pour vivre mieux, sont suivies par d'autres qui revendiquent le droit de vivre autrement. C'était particulièrement le sens de la grève de CEGEDUR (« TS » 563), malgré son échec, comme c'est celui de la grève des cadences des 450 ouvriers de la SPLI à Fougères (« TS » 564).

Toutes les luttes sur ce thème ne sont pas toujours aussi longues que les deux que nous venons de citer. Parfois quelques jours seulement. Les travailleurs se lancent souvent un peu vite dans l'action, sous le coup de la colère. Ils ne trouvent pas ensuite tout le soutien nécessaire et l'enthousiasme des appareils syndicaux n'est pas toujours évident...

Face à la colère des travailleurs, le patronat se durcit. De préférence avant que la grève éclate. On distribue des avertissements, on pratique le chantage au licenciement comme à la CIT de Saintes. On licencie les meneurs comme chez BASTIDE à Brest. Mais la réplique ouvrière ne se fait pas attendre comme chez Vittel. Dans les houillères du Nord les travailleurs immigrés réagissent à la répression et au racisme.

le véritable lieu du débat

Voilà. C'est cela que ne vous dit pas la télé. Et on ne sait pas tout. On chuchote qu'il se préparerait des choses du côté de la Lorraine. Ça pourrait bouger et pourtant il n'y a pas de raisons...

Situation bizarre donc. On a l'impression que les travailleurs sont dans une phase d'hésitation. On aurait bien envie de faire quelque chose mais on ne sait trop quoi. La vapeur monte et nombreux sont ceux qui s'efforcent de faire que la marmite n'explode pas avant les élections. Le problème est d'empêcher qu'au lendemain de celles-ci, il ne se trouve personne pour fermer le robinet du gaz.

Compte tenu de tout cela, les revendications des partis politiques pour arracher quelques minutes de plus à la télé pendant la campagne électorale, paraissent bien inutiles. Il est probable que le vrai débat va se dérouler sur d'autres chaînes : les usines, les ateliers, les bureaux... Et là on n'a pas besoin d'orateurs mais de militants. Compris !

Jacques FERLUS ■

I.M.P. - Saint-Germain.
Institut médico-pédagogique. 22 grévistes entament leur troisième mois de grève. Revendication : refus de souscrire à une politique du profit dans les instituts pour l'enfance inadaptée.

BASTIDE - (électricité) Brest.
Grève pour la réintégration de 16 travailleurs victimes de la répression patronale.

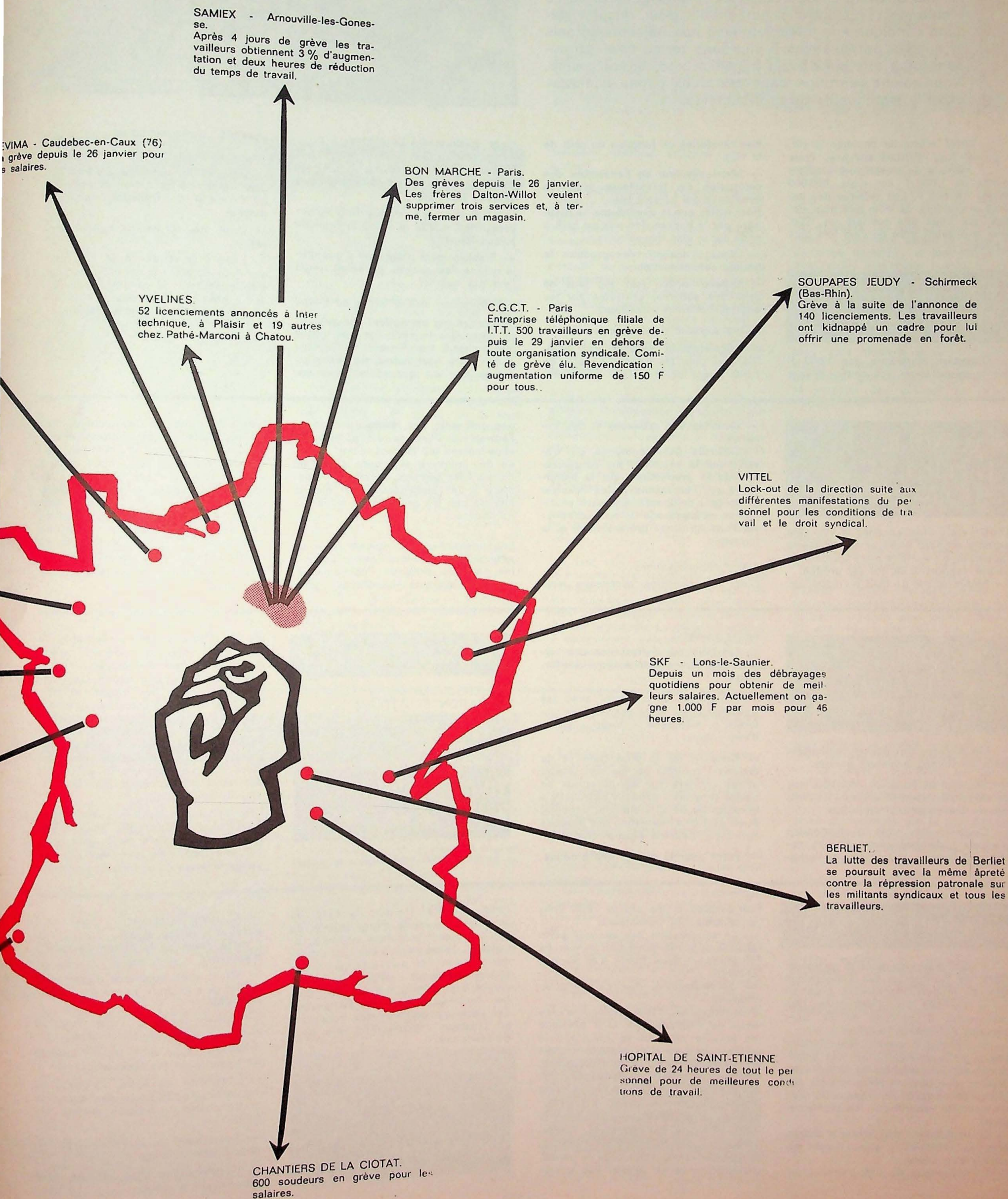
SPLI - Fougères (Ille-et-Vilaine).
Contre les cadences et les conditions de travail les 450 ouvrières appliquent elles-mêmes leur contrôle.

AMIEUX - Loire-Atlantique.
Licenciement de 200 travailleurs suite au rachat de la firme par Buitoni. Compte tenu de la centaine de licenciements chez Lesieur, ça va mal dans l'épicerie.

CIT - ALCATEL - Saintes.
Les travailleurs — OS pour la plupart — se sont mis en grève pour s'opposer aux méthodes de commandement de la direction. Celle-ci est obligée de calmer ses « petits chefs » et même de se débarrasser de l'un d'entre eux.

FONDERIES MOUSSERON
Bayonne.
Quatre heures d'arrêt de chaque jour depuis le 26
Objectif : salaires et 10
mois.

es luttes



ce que propose

Le PSU a publié l'ensemble — non de son programme — mais de son projet politique, à l'issue des travaux de son 8^e Congrès de Toulouse. Le titre général de ce Manifeste : « Contrôler aujourd'hui pour décider demain » indique à la fois quels sont nos objectifs actuels et quelles perspectives à plus long terme nous proposons pour une société en transition vers le socialisme. Nous avons regroupé dans ces deux pages quelques extraits significatifs de ce Manifeste.

AVANT même de changer la vie, il faut d'abord survivre. Trois millions de travailleurs gagnent moins de 1.000 F par mois, 800.000 moins de 800 F. Les salaires des cadres supérieurs de trois fois plus élevés que ceux des ouvriers en 1950, sont à présent près de cinq fois plus élevés...

UN SALAIRE POUR VIVRE

— Obtention immédiate des 1.000 F mensuels minimum, (ce chiffre devant

être revalorisé en fonction du coût de la vie).

— Mensualisation de l'ensemble des catégories de travailleurs avec les avantages qui lui sont liés.

Pour éviter que le capitalisme ne récupère par la hausse des prix ce qu'il a cédé sur le plan des salaires :

— Blocage des prix des produits de grande consommation.

— Echelle mobile (sur les taux de base des salaires) contrôlée par les organisations des travailleurs.

Des augmentations uniformisées :

— Augmentation uniforme des salaires, sauf pour les salaires à moins de 1.000 F qui doivent être immédiate-



ment revalorisés à ce chiffre.

— Intégration des primes fixes au salaire.

— Suppression des primes et des salaires de rendement.

— Unification des salaires de base par catégories, quelle que soit la branche professionnelle.

— Etablissement progressif d'une grille unique des salaires où serait réduit l'éventail salarial.

Suppression des officines de travail temporaire qui permettent aux patrons de camoufler le chômage ; de payer moins cher le travailleur et de l'isoler ; d'utiliser les intérimaires, de briser les grèves tout en rendant la grève im-

possible pour eux-mêmes.

Limitation de la durée du travail :

— Intégration du temps de transport dans le temps de travail et paiement de la carte de transport par l'employeur.

— Droit aux 40 heures hebdomadaires.

— Droit à la retraite à 60 ans (pour ces deux objectifs la revendication doit être adaptée aux conditions de travail : possibilité de retraite à 55 ans pour les tâches les plus pénibles).

CHANGER LA VIE A L'ENTREPRISE

Dans l'entreprise, changer la vie, cela signifie d'abord changer les rapports au travail, c'est-à-dire entre travailleurs et par rapport à ce qui est produit.

— Statut unique de l'OS à l'ingénieur.

— Contrôle des cadences et des horaires.

— Contrôle des conditions de travail : sur la sécurité ; sur l'organisation de la production ; sur la hiérarchie ; sur l'embauche et les licenciements (pas de licenciement sans réemploi au même niveau de qualification) ; sur l'enseignement professionnel et la formation.

Les nationalisations :

C'est une condition nécessaire mais

non suffisante des changements dans l'entreprise. Elles ne créent pas par elles-mêmes les moyens d'une maîtrise des hommes sur leurs outils de travail. Elles peuvent au contraire conduire à un capitalisme d'Etat qui ne modifie pas les rapports de travail et de pouvoir.

Les nationalisations doivent être un acte politique : elles doivent concerner les secteurs clefs de l'économie et donc des secteurs actuellement renta-

bles : l'ensemble du système de crédit, les trusts, pharmaceutiques et chimiques, l'industrie d'armement, les sources d'énergie, etc. Elles doivent être le résultat d'une lutte des travailleurs : il s'agit non pas de prendre à des particuliers, mais bien de redonner à la collectivité la disposition de ses moyens de production. C'est dire que l'objectif doit être, en fonction du rapport de force, l'expropriation, c'est-à-dire la nationalisation sans indemnité ni rachat.

CHANGER LA VIE A LA CAMPAGNE

— Les paysans travailleurs combattent pour un revenu minimum garanti.

— Sécurité de l'emploi : contrôle des fermages, création d'un fonds national contre les calamités naturelles.

— Contrôle des sols à destination agricole : défense contre l'expropriation par l'armée, le tourisme et l'urba-

nisme sauvage.

— Contrôle sur l'affectation des terres : cumuls, maintien en place des fermiers.

— Production en commun avec les travailleurs des villes des espaces naturels : montagne - forêt - cours d'eau - mer...

— Contrôle de la production et du marché : contrôle par les agriculteurs et les ouvriers sur les industries en amont (engrais - produits chimiques - aliments du bétail - matériel agricole) et en aval (transformation des produits agricoles, industrie agro-alimentaire).

— Lutte pour la qualité des produits.

CHANGER L'ÉCOLE

ET L'ENSEMBLE DU SYSTÈME DE FORMATION ET D'ÉDUCATION.

Nous renvoyons à l'article de Bernard Ravenel qui revient sur cette question dans ce numéro.

RECONQUÉRIR L'INFORMATION

La lutte pour transformer le systè-

me de formation est inséparable de celle qui vise à redonner aux collectivités la maîtrise des moyens d'information et de communication. Une simple transmission des moyens d'information et de communication au monopole d'Etat ne créera pas, bien au contraire, les conditions d'une maîtrise collective de ces instruments. C'est pourquoi un combat essentiel doit être mené dans ce secteur pour le contrôle des moyens existants et pour la création d'autres circuits.

Les techniques modernes, magnétoscopes et vidéo-cassettes, peuvent être utilisées tout comme l'écrit, pour créer sur des territoires restreints de nouveaux réseaux de communications.

CHANGER LA VILLE

Le capitalisme continue à récupérer hors de l'entreprise les concessions que le mouvement ouvrier organisé lui a fait faire dans l'entreprise. Dès maintenant il convient de se fixer certains objectifs prioritaires :

— La résolution du problème foncier par la collectivisation des sols immédiatement urbanisables et la mise en réserve des terrains entourant les agglomérations (droit de préemption avec un contrôle effectif par les municipalités).

— La redéfinition des loyers et autres charges locatives : aucun profit ne peut y être toléré.

— Le versement du 1 % patronal sur

les salaires à des offices HLM sous le contrôle des travailleurs.

— La suppression des agences parasitaires et la réorganisation du marché du logement sous forme d'un service collectif.

— Développement des transports en commun.

Plus largement, il faut arriver à la maîtrise de l'urbanisation. Une politique de la ville ne peut se réduire à la seule construction de logements sociaux. Une telle conception reviendrait en fait à entériner le rôle de l'habitat dans la reproduction de la division sociale du travail.

Notre lutte doit porter sur la conception même de l'urbanisme : l'architecture, l'organisation de l'espace, le décloisonnement des lieux de travail, d'éducation et de loisirs. Les condi-

tions d'habitat doivent favoriser la souplesse du mode d'organisation de la vie (vie communautaire, solitaire, familiale)... Nous devons combattre pour des villes où l'on puisse se rencontrer et pas seulement « circuler » : interdiction des voitures individuelles dans les centres urbains, développement des parkings, politique des transports en commun, multiplication des lieux de rencontre.

POUR UNE LIBRE ORGANISATION DE SA VIE

— A travail égal, salaire égal, mais aussi à tous les niveaux de l'activité sociale, refus de la notion de salaire d'appoint.

— Même droit pour tous d'exercer le métier de son choix, contre les métiers réservés.

— Mêmes droits à l'éducation, au sport, au métier, au temps libre.

— Suppression de la double journée de travail pour les femmes.

— Possibilité de vivre librement sa sexualité, de disposer de son corps et de choisir le nombre de ses enfants.

— Avortement médical libre et gratuit, sans limitation d'âge.

— Contraception libre, gratuite, sans discrimination d'âge.

le PSU



LE SENS DE L'AUTOGESTION

POUR beaucoup de travailleurs, la réponse aux aspirations vécues quotidiennement est contenue dans le mot d'autogestion : rompre avec l'organisation capitaliste du travail où la machine détermine les cadences et le geste de l'homme, retrouver son identité et maîtriser sa vie... Cela explique la résurgence des thèmes anarcho-syndicalistes et parfois utopistes, comme la conception d'un monde autogestionnaire naissant sans conflit ni lutte contre l'organisation capitaliste, et faisant l'économie d'un affrontement avec l'Etat capitaliste.

La mise en place de l'autogestion implique, durant la période confuse, difficile, qui suit immédiatement la prise du pouvoir :

— Une volonté de l'Etat d'en prévoir le développement, aussi bien par des dispositions légales (rôle des conseils ouvriers et communaux) et les orientations du plan que par une remise en cause totale des conceptions bourgeoises de la formation et de l'information.

— Une volonté des travailleurs d'organiser directement les formes du pouvoir ouvrier et de contrôler certaines activités essentielles de l'entreprise (embauche, licenciement, organisation du travail, diminution du temps de travail pour les tâches les plus pénibles, formation permanente...).

L'autogestion ne sera pas octroyée. Elle sera petit à petit imposée par les travailleurs et définie par l'expérience même de leurs luttes, et de leur réalisation... Cette démarche n'ira pas sans erreurs, sans échecs, ni même éventuellement sans retours en arrière. Le risque subsistera longtemps de la création d'une nouvelle classe privilégiée, d'origine soit technocratique par sa puissance au sein des directions d'entreprise, soit bureaucratique par sa relation avec les appareils politiques et administratifs.

Le rôle des syndicats, mais aussi des partis durant cette période, sera de défendre les acquis de la lutte pour l'autogestion et de leur donner une forme légale au niveau de l'Etat.

Les mécanismes institutionnels de l'autogestion seront variés. La désignation des directions d'entreprise prendra bien des formes : directeur unique ou collège, choisi au sein de l'entreprise ou au-dehors, proposé par la collectivité territoriale tutrice (commune, région, Etat, selon la taille de l'entreprise) et ratifié par le collectif des travailleurs, ou proposé par ce collectif et approuvé par la collectivité territoriale, ou élu sans intervention de cette collectivité. Pourquoi choisir aujourd'hui ? Le PSU ne pense ni qu'une société socialiste doit s'encombrer de règles homogènes partout, ni que la

première solution essayée sera la bonne.

Les attributions du collectif des travailleurs comporteront toutes les décisions relatives à la gestion et au développement de l'entreprise, à la seule exception de celles dont il se départira par contrat précis et sous son contrôle au profit de la direction de l'entreprise, au demeurant révocable par lui. Les collectivités territoriales (commune, région), exerçant une tutelle de légalité et de respect du Plan, à l'exclusion de toute autre tutelle, par exemple sur l'opportunité de telle ou telle action ou sur les décisions essentielles des entreprises.

Dans les entreprises moyennes ou grandes, l'autogestion comportera différents niveaux de décision avec les délégations du bas vers le haut. Ces niveaux seront clairement délimités pour correspondre à une pratique réelle de la démocratie liée à des décisions effectives : normes, cadences et organisation des tâches au niveau de l'atelier, objectifs de production par produit, embauche et promotion.

Il faut être conscient des risques de déviation technocratique : dans les conseils les techniciens peuvent par leur compétence même, peser lourd dans les décisions et peu à peu accaparer le pouvoir. Le mode d'élection, la composition précise et l'organisation interne des conseils doivent garantir l'équilibre entre la représenta-

tion des techniciens et des cadres et celle des ouvriers.

Le mouvement syndical ne doit pas être engagé en tant que tel dans le fonctionnement des conseils. Chargé de défendre les intérêts des travailleurs, il peut être amené à contester certaines décisions et doit conserver son entière autonomie. Il aura un rôle particulièrement important dans la critique des objectifs du plan et de leur mode de réalisation.

L'autogestion doit prouver son efficacité économique : Les responsables élus doivent avoir le temps d'agir : en dehors du cas d'une remise en cause globale des entreprises, la révocabilité des délégués se fera à période fixe.

Il faudra garantir l'invention, la novation et la création économique. L'autogestion implique que la compétition soit précisément centrée sur la novation, l'utilité sociale, l'efficacité voire l'esthétique des productions. Le plan peut contribuer à encourager l'innovation, mais il est d'autres moyens. La part restant à l'entreprise dans le partage global des résultats doit être calculée de manière à permettre, au-delà de l'amortissement une part d'innovation interne. La gestion de la banque centrale d'investissement et de ses comptoirs régionaux doit préserver hors-plan une petite fraction de ses ressources dans ce dessein. Enfin les collectivités territoriales ont pleine autorité pour créer de nouvelles entreprises.

L'INTERVENTION DE L'ÉTAT CENTRAL

La constitution de nouvelles sources de pouvoir ne suffit pas à créer les conditions politiques de la transition vers le socialisme. Le pouvoir d'Etat restera longtemps dominant en raison même des contradictions léguées par la société bourgeoise. Il faut donc en permettre le contrôle populaire. Ce contrôle implique que les fonctions de l'Etat soient précisées et limitées. Contrairement à ce qui s'est passé dans la plupart des pays qui ont connu une révolution socialiste, le dépérissement de l'Etat doit être engagé au départ même de la transition vers le socialisme.

L'Etat bourgeois se fait passer pour une administration neutre et bienveillante, seule capable de faire face aux besoins de notre temps : on sait qu'il n'en est rien, l'Administration n'est qu'un outil entre les mains de la classe dominante.

L'Etat est une direction politique qui doit être contrôlée comme telle. Elle est désignée sur la base d'un programme politique où s'expriment les choix essentiels, les priorités qui deviendront celles du plan pluriannuel. Il est donc essentiel que des programmes différents (ce qui implique des

partis différents) puissent être proposés, comparés, critiqués.

Durant la période de transition, le rôle de l'Etat peut se définir autour de quatre responsabilités essentielles :

- La définition et la mise en œuvre des choix et des priorités ; c'est le rôle du plan pluriannuel.
- Des responsabilités économiques et financières : surveillance des prix, garantie des revenus, établissement d'un budget national sur la base de la part nationale de l'impôt (des budgets communaux et régionaux existent par ailleurs).
- La défense de l'expérience de transition vers le socialisme aussi bien sur le plan interne qu'externe.
- Les relations internationales.

JUSTICE, ARMÉE, POLICE

Il convient d'instituer une défense permanente contre la répression sous toutes ses formes (abus de pouvoir, violence policière, injustice, violation

de la vie privée et du secret des communications...).

Des juges, élus et révocables, assureront cette protection à tous les niveaux. Ces juges sont indépendants des organes de décision ; ils contrôlent l'activité de ceux qui ont été momentanément chargés d'un rôle de police par un organe de décision.

Il n'existe aucun corps permanent de police. Les fonctions en seront remplies par :

- Des fonctionnaires en détachement temporaire sous l'autorité des juges pour toutes les tâches de police judiciaire.
- Des appelés, hommes et femmes, du service national, pour toutes les tâches de protection civile, de police de la route et de police économique.
- Des volontaires du service national, engagés pour une durée limitée, pour la répression de la criminalité.

UNE DÉFENSE NATIONALE POPULAIRE

Le pouvoir socialiste n'imposera sa volonté par la force à aucun peuple. Il

entend en revanche rendre son territoire impénétrable à quiconque voudrait obliger le peuple français à modifier le choix qu'il a fait de son destin. Le pouvoir socialiste se dotera des moyens d'une défense nationale populaire. L'organe essentiel en est le service national, chargé de la défense du territoire, de la coopération internationale, de la protection civile, de certaines tâches de police et de la lutte contre les calamités naturelles.

L'effectif des militaires professionnels doit être aussi réduit que possible et consacré aux tâches d'entraînement. Aucune unité du service national ne de militaires professionnels. Les militaires peuvent être constitués exclusivement de volontaires, appelés ou professionnels, jouissent de tous les droits politiques et syndicaux. La France socialiste renoncera aux armes atomiques, bactériologiques et chimiques.

Les appelés du service national sont rémunérés comme des travailleurs moins qualifiés. Le service national est doté de règles démocratiques de fonctionnement et de contrôle.

en battant la campagne

le poing et les urnes...

J'espère que tu liras ces lignes, camarade de la Ligue communiste qui, l'autre soir, dans un meeting de banlieue, accusait le PSU de réformisme et d'électorisme. Au moment où tu parlais, je pensais à notre camarade Roger Boehm, candidat à Schirmeck, l'exemple type de ce que sont les candidats du PSU : des militants profondément insérés dans les luttes populaires. Quand, dans l'entreprise où il travaille, l'autre jour, la bagarre contre les licenciements s'est accompagnée... d'une invitation faite aux cadres de rester à discuter — la

presse bourgeoise appelle ça une « séquestration », un « kidnapping » —, le candidat du PSU était aux côtés des travailleurs. Le problème ne s'est pas posé de choisir entre la campagne électorale et les luttes sociales : la campagne électorale n'est qu'un moment d'une bataille permanente pour donner aux luttes populaires tout leur développement politique. A Calais, la lutte contre le chômage et le dépérissement de la région, que le fils Debré n'arrivera pas plus à sauver que le beau-frère Vendroux, à Morlaix, le sou-

tien aux travailleurs des Kaolins ou du Joint, aux agriculteurs, dans l'Essonne, le soutien de René Cruse aux objecteurs de conscience, sont au cœur de la campagne électorale.

Parce que c'est le meilleur moyen de rappeler que nous ne demandons pas aux travailleurs de nous faire « confiance », mais de compter sur eux-mêmes pour imposer leur volonté collective. Le PSU y sera aujourd'hui comme hier, comme demain.

JF M

• Morlaix :

une campagne collective

La campagne électorale dans la 1^{re} circonscription de Morlaix revêtira des aspects particuliers en raison du poids de certaines traditions politiques et de la crise municipale qui a éclaté en décembre à Morlaix (cf. « TS » n° 562). Cette campagne ne sera pas l'œuvre de deux camarades que les circonstances ont placés momentanément sur le devant de la scène politique ; elle sera le résultat d'un travail collectif d'une quarantaine de militants.

La circonscription qui comprend deux centres urbanisés, Morlaix et Saint-Pol-de-Léon, s'étend de l'Île-de-Batz au sud d'Huelgoat, sur 6 cantons et 40 communes. Elle compte environ 60 000 inscrits. Elle est essentiellement rurale et en 1958 avait été taillée sur mesure pour obtenir l'élimination de Tanguy-Prigent. Celui-ci avait pu reconquérir son siège en 1962 et notre parti l'avait conservé avec Roger Prat en 1967. L'exploitation de la crise de 1968 provoqua les mêmes résultats que dans le reste du pays : l'élection du candidat de la majorité, mais aujourd'hui la position du député UDR Lelong est très menacée et son éviction de la scène politique locale est probable.

Le PSU entend bien s'y employer. Un premier et important résultat a été obtenu dans ce sens en 1971 lorsqu'une liste emmenée par Roger Prat, composée de militants d'organisations syndicales, familiales populaires et d'une minorité de camarades du PSU a enlevé à Lelong et à la majorité, la municipalité de Morlaix qu'elle détenait depuis 24 ans. Le travail municipal du PSU lui a d'ailleurs permis de gagner la majorité au Conseil municipal.

Ce sont 46 réunions plus ou moins importantes que l'équipe technique mise sur pied pour organiser la campagne a prévues à son calendrier. Depuis le samedi 3 février, ces réunions ont démarré et elles vont se succéder sans interruption toutes les fins d'après-midi et tous les soirs. Lundi 12 février, un meeting avec Michel Rocard constituera le sommet de la campagne. L'activité des camarades ne diminuera pas pour autant les jours suivants.

C'est ainsi que nos candidats comme ceux du PC, du PS, des Réformateurs, de l'UDR et de SAV (mouvement breton de tendance droite) participeront le 20 février à un forum organisé par la MJC de Morlaix dans le cadre du montage audio-visuel qu'elle prépare sur les législatives dans notre circonscription. Ce montage sera pré-

senté dans plusieurs communes de l'arrondissement.

Notre équipe de sérigraphie compose une série d'affiches originales de caractère plus local. Des distributions de tracts sur les marchés de la région sont également prévues : c'est une forme d'action encore peu utilisée dans notre secteur et qui doit provoquer des discussions fructueuses avec les paysans.

Mais notre pratique militante va, comme à Brest et à Quimper, amorcer un type tout à fait différent de contact, de rassemblement. Nous avons, en effet, envisagé d'organiser une ou deux soirées avec des chanteurs engagés et l'équipe de notre camarade Bertrand Borne, de Chateaulin. Et comme une de nos militantes aime à rappeler que le socialisme c'est aussi et surtout « la joie de vivre », nous mettons sur pied un « fest-noz » (fête de nuit) breton avec des chants et des danses du terroir.

quelle politique ?

Celle du parti, rappelée par la dernière DPN. C'est le régime capitaliste qu'il s'agit d'abattre. C'est l'UDR et les centristes qu'il faut chasser. Les sections sont mobilisées pour cette tâche.

Nous ne nous leurrerons pas. Ici comme dans le reste du pays, les explications politiques en direction de l'électorat qui vote traditionnellement à gauche, ne seront pas faciles. Dans notre secteur, ces difficultés se doubleront de la nécessité de préciser les causes de la crise municipale de Morlaix. Fidèles à l'engagement pris en 1971, nous essayons de créer des structures de démocratie directe sous forme de comités de quartiers, de commissions extra-municipales et de placer les élus sous le contrôle des électeurs.

Ce style de gestion n'est guère apprécié du maire, adhérent de fraîche date du PS après l'avoir été du PSU avant 1968 : d'où la rupture spectaculaire.

3 points essentiels

• Soutien aux grévistes :

Nos camarades ont apporté le soutien le plus total aux luttes sociales particulièrement longues et dures en 1972 dans notre région (Joint Français, Kaolins de Plemet...) avec des militants syndicaux — CFDT surtout — ils ont constitué et animé les comités de solidarité, collecté et acheminé fonds et denrées alimentaires.

• Lutte contre la spéculation foncière :

Nos camarades ne se sont pas contentés d'écrire des articles ou de signer des motions contre la spéculation foncière et la mainmise capitaliste sur nos côtes. Aussi bien pour les Blancs-Sablons, dans la région brestoïse, que pour l'Île-Sterec, dans la baie de Morlaix, ils ont agi. Et c'est ainsi que par leur action, ils ont pu obtenir l'annula-

tion de la vente de cet îlot, actuellement propriété privée mais qui doit tomber dans le domaine public.

• Les problèmes bretons :

Tous les thèmes plus spécifiquement bretons, entre autres :

- Lutte contre l'exode,
- Lutte pour le développement industriel et un tourisme social,
- Refus de la militarisation de notre région,

seront repris et développés au cours de la campagne et nous dénoncerons la duperie d'une pseudo-solidarité régionale, position des tenants de la majorité, des centristes et autres membres du CELIB.

La lutte sera dure, car il faudra dissiper un certain nombre d'illusions, entre autres, celle bien enfoncée chez les électeurs, de l'efficacité totale du bulletin de vote.

Une décantation va s'opérer dans toute une fraction de l'électorat. Elle sera bénéfique dans la mesure où, par notre propagande et surtout par notre action, nous aurons montré que les batailles sociales sont inséparables de la lutte pour le pouvoir politique :

- dans les entreprises,
- à la campagne où nos analyses rencontrent une approbation des militants les plus avertis,
- dans les municipalités où nous travaillons.

Roger PRAT ■

Essonne :

le refus de

DANS la troisième circonscription de l'Essonne, devenue circonscription d'intérêt national, d'une part à cause de deux « leaders » candidats de gauche (Juquin et Krivine), et, d'autre part, de l'inauguration des machines à voter électroniques, nous nous battons, non seulement pour renverser le pouvoir actuel, mais aussi et en même temps, pour la prise des pouvoirs de décision, soit sur les fronts de lutte principaux comme l'entreprise, soit sur des fronts annexes comme celui des lycées, contre la mascarade des Conseils d'administration où l'inspecteur d'académie, par chef d'établissement interposé, exerce un droit de veto absolu à l'encontre de toutes les décisions démocratiques.

Malgré la présence record de neuf autres candidats — ceux connus pour l'instant — c'est par eux-mêmes que nous voulons que les travailleurs immigrés cherchent à rendre sans effet la circulaire policière de Fontanet... C'est sur place que nous nous battons pour le cadre de vie, au centre même des surfaces commerciales envahissantes... On se battra aussi, évidemment, avec tous ceux qui ont compris que la lutte des classes, c'est aussi la lutte contre l'armée. Nous nous battons aussi pour le droit à l'information, sans penser un seul instant qu'il suffise d'un simple bulletin de vote — pardon ! d'appuyer sur un bouton électronique — pour obtenir satisfaction : nous ne croyons pas au jeu des tricheurs pompidioliens.

contrôler la campagne

Ce qui caractérise notre campagne, c'est l'absence de catalogue de promesses démagogiques. Nous ne laissons pas croire à la population qu'il suffit d'envoyer un député à la chambre pour nous représenter sans autre contrôle que le mécanisme électoral tous les cinq ans... Nous disons aussi que les collectivités locales doivent conquérir elles-mêmes leurs prérogatives, contre la tutelle préfectorale héritée de Napoléon ; nous voulons que les magistrats ne soient plus protégés

• Calais : pour l'unité populaire

Les journalistes fréquentent beaucoup Calais ces temps-ci : après l'Observateur, les candidats de la circonscription ont reçu la visite de l'ORTF, qui, pour des raisons mystérieuses (« éviter une polémique sur le plan local » ?) a supprimé au dernier moment la diffusion de son enregistrement. Pensez donc : la circonscription du Calais est honorée de la présence d'un des « fils de ces messieurs », Jean-Louis Debré !

Calais présente le paradoxe d'être une ville à très ancienne tradition ouvrière (l'une des premières mairies socialistes en France) qui pourtant a élu et réélu depuis 15 ans un député UDR, Jacques Vendroux, beau-frère de De Gaulle. L'UDR a tenu la mairie jusqu'en 1971, date à laquelle un maire PCF l'a remplacé, avec un conseil municipal PC-PS.

Pour les prochaines élections le pouvoir nous expédie Jean-Louis Debré, fils de notre bien-aimé ministre de la Défense Nationale. Si l'on précise également que le problème de l'emploi, ou plutôt du chômage, est dramatique à Calais, que cette ville est un des symboles des villes bradées par le capitalisme (l'industrie du tulle et de la dentelle décline sans aucune possibilité de reconversion pour les travailleurs qui sont obligés de quitter Calais chaque jour pour Usinor-Dunkerque, 3.000 au total), on comprendra qu'ici mieux qu'ailleurs la prochaine bataille électorale prendra les formes d'une bataille frontale de classe : la classe ouvrière contre la droite réactionnaire.

La section du PSU mène par conséquent sa campagne électorale sur ce thème et selon les modalités définies au 8^e congrès : présentation du projet socialiste autogestionnaire, soutien aux luttes ouvrières, interventions au niveau des quartiers, rappel constant de l'enjeu des luttes (et pas seulement électorales) : changer de régime et non pas seulement de gouvernement.

Vis-à-vis du PCF et du Parti Socialiste qui occupent la mairie, nous

avons dès le début précisé notre position à propos du Programme Commun et du 2^e tour, la position de notre parti est maintenant connue. Nous rappelons néanmoins inlassablement la nécessité d'une UNITE populaire dans la lutte face à l'Etat de la bourgeoisie, et non pas seulement une « union » vague, rassurante et électorale, qui ne résistera pas au lendemain des élections.

Or depuis quelque temps les candidats du parti socialiste ont une pratique à Calais qui en dit long sur leur conception de la lutte de classe et de l'unité :

- visite chez les militants PSU d'origine chrétienne : « Vous n'allez tout de même pas, vous un chrétien, voter pour un communiste au 2^e tour. Vous ne voulez tout de même pas d'un député communiste. » (Jean-Jacques Barthe, candidat PCF, a de fortes chances d'être le 1^{er} de l'union de la gauche au 1^{er} tour).
- développement de la théorie (?) suivante : seul un socialiste pourra au 2^e tour récupérer toutes les voix anti-UDR (c'est-à-dire y compris les réformateurs et — pourquoi pas — d'extrême-droite...) donc il faut que le socialiste arrive au 1^{er} tour avant le communiste. Donc André Lefebure (candidat PSU) fait le jeu de l'UDR en se présentant. Rien de moins !

Comme quoi des discours autogestionnaires du CERES à la pratique réelle du PS — qui se réduit parfois à des magouilles authentiquement social-démocrates — le chemin est si nouveau, qui mène au socialisme...
Section de Calais ■

• Essonne : le vautour frappe toujours trois fois

Dans la 4^e circonscription de l'Essonne, où Georges Sud centre ses interventions sur la lutte contre Balkany, un événement judiciaire vient animer la campagne de notre camarade...

Le Vautour, vous vous souvenez ? Les militants qui se battent contre de Balkany, le promoteur qui veut faire main basse sur la vallée de Chevreuse (cf. « T.S. » n° 552 et 553). Eh bien, Balkany frappe à nouveau : en faisant inculper José Garcia, militant du PSU et du comité anti-vautour pour « menaces de mort » à cause de la fameuse affiche appelant à l'ouverture de la chasse au vautour.

L'escalade des manœuvres d'intimidation de Balkany et des banques qui l'appuient (Banque Vernes, Suez, La Henin, Commerciale de Paris, Dassault) est proportionnée aux difficultés rencontrées : la mobilisation populaire gêne les spéculateurs.

Juin 72 : « pique-nique débat » organisé par le comité anti-vautour ; réponse : plainte de Balkany. Octobre 72 : l'association URBADÉMO porte plainte en publicité mensongère contre Chevry II ; riposte : saisie de

matériel, interrogatoires. Janvier 1973 : le syndicat intercommunal refuse à Balkany l'autorisation d'engager la deuxième tranche de Chevry II ; réponse : José Garcia est inculpé.

La chasse au Vautour ? Ben, elle continue. ■

• Paris : Pierre Bas, très, très bas...

MAGINEZ qu'un beau jour d'été vous regardiez votre portrait dans l'eau d'une rivière, et l'eau vous renvoie votre visage heureux. Or, il suffit d'une pierre pour que tout se trouble.

Savez-vous qu'une pierre, c'est vite arrivé, si l'on n'y prend garde ? Savez-vous qu'il est des pays où une pierre est tombée et où rien de ce que vous aimez n'est possible ? Savez-vous qu'il faut un passeport intérieur pour se déplacer en URSS, et qu'un voyage à l'étranger n'est permis qu'à des gens sûrs ? Savez-vous qu'en cas de victoire du communisme vos titres ou votre livret de caisse d'épargne ne seraient plus qu'une curiosité sans valeur, comme ces emprunts russes que l'on conserve encore dans certaines familles ?

Ce morceau de bravoure est dû à un certain Pierre Bas, député UDR du VI^e arrondissement à Paris. Très satisfait de sa prose, Bas l'a enregistré lui-même, et dispose d'une ligne de téléphone (325.22.64) pour la faire écouter à qui veut l'entendre.

En tout cas Bas n'est pas un hypocrite. Il définit très bien sa clientèle électorale, et ne dissimule pas, avec ses intonations de curé paternaliste, en quel mépris il la tient. ■

la démagogie

par l'inamovibilité... Bref, nous voulons contrôler aujourd'hui... et d'abord contrôler cette campagne électorale elle-même pour décider demain de l'environnement culturel, politique et social aujourd'hui monopolisé, confisqué et contrôlé par une clique sans scrupule qui manie avec autant de dextérité l'idéologie que le fouet.

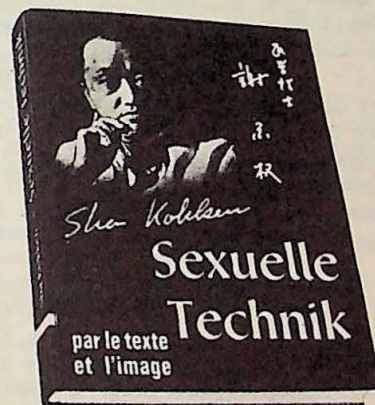
Nous renversons la formule « tout pour le peuple » chère et commune aux grammateurs de gauche et aux empiristes de droite par celle de « TOUT PAR LE PEUPLE » qui suppose l'autogestion à tous les niveaux de la société, à commencer par la famille. Nous ne préconisons pas la cogestion comme si le patron devait avoir, à lui tout seul, une part « équivalente » à celle de l'ensemble des travailleurs. L'organisation et la finalité du travail ont bien autant d'importance pour la dignité de l'homme que son salaire, car c'est aussi en ayant droit à la fixation de son propre salaire que l'homme ne sera plus réduit à cette dimension purement digestive qui fait le plus grand bien du secteur consommation-production cher au patron.

c'est parti pour un tour

L'autogestion c'est tout cela à la fois, avec, en plus, le contrôle d'un secteur sur un autre, par exemple : pour le travailleur, le contrôle du contenu et des méthodes de l'enseignement dans une finalité socialiste ; pour le fonctionnaire, le contrôle non seulement de son administration, mais aussi des réseaux commerciaux ou des autres administrations, surtout l'armée et la police, etc.

Tout ceci pour dire la priorité que nous donnons au premier tour... car c'est là qu'actuellement et pour longtemps sans doute, va se jouer l'avenir du socialisme en France et l'arrêt de l'impérialisme, hors de France. Tout le reste n'est que littérature. L'homme adulte n'a pas besoin de « directives » pour vaincre son adversaire de classe, pour s'emparer maintenant du temps volé à l'amour, à la fête et à la parole.

René CRUSE ■



Ce livre nous vient du Japon. Il est écrit par un des plus grands médecins de ce pays, le Dr SHA KOKKEN. Pour aider les nombreux couples qui ignorent comment réussir une entente heureuse de leurs corps, alors que leurs cœurs battent à l'unisson.

Ces couples trouvent dans « SEXUELLE TECHNIK » une documentation très sérieuse, très claire et compréhensible sur les méthodes à employer et l'indispensable hygiène. Les nombreuses illustrations instruisent le lecteur aussi clairement que possible sans le choquer jamais. Des précisions, oui. De la vulgarité, jamais.

Il faut lire ce livre remarquable qui allie à une extrême délicatesse de sentiment, une connaissance profonde du cœur et du corps humains.

« Sexuelle Technik » n'est pas un ouvrage érotique. C'est une œuvre dont l'auteur connaît l'importance de l'amour dans la vie des hommes.

« Les rapports conjugaux ne sont plus exclusivement un acte de procréation, mais un constant et attrayant dialogue amoureux entre les époux. Les nouvelles conceptions sexuelles dans le mariage exigent aussi la connaissance et la pratique d'une hygiène précises afin de déclencher les joies érotiques. »

Ces lignes sont extraites de l'avant-propos du Docteur SHA KOKKEN.

Traduit dans presque toutes les langues, ce livre voit son tirage dépasser 2 500 000 exemplaires. Il est envoyé franco par les EDITIONS GUY DE MONCEAU, 34, rue de Chazelles, PARIS-17^e, C.C.P. Paris 67-47-57. Prix : 55 F en chèque bancaire ou C.C.P.

Aucun envoi n'est fait contre remboursement, ni payable à réception.

Veillez m'envoyer « SEXUELLE TECHNIK » (T.S.)
M.
Adresse
Mode de paiement

au-delà de la gratuité

Et l'école ? De la maternelle à l'université cela fait beaucoup de monde, beaucoup de jeunes d'abord — 11 millions environ — et aussi beaucoup d'enseignants et beaucoup de parents... Et pourtant, à droite comme à gauche, la campagne électorale en parle bien peu. Si on en parle c'est pour dire que tout le monde est d'accord pour réaliser la gratuité de l'enseignement... Pourquoi cette absence de débat ? Certains mauvais esprits diront que c'est parce que les écoliers — et ce jusqu'à un âge bien avancé ! — ne sont pas des électeurs... Cette « explication » est peut-être un peu courte. Et pourtant chacun sait — ou sent — que le malaise est profond dans l'école, que la révolte gronde dans les CET, que chaque année l'ennui gagne les usagers — enseignants et enseignés — qu'en un mot la crédibilité de l'école baisse à un rythme jamais connu. Aurait-on peur, à droite comme à gauche, de cette crise scolaire — symptôme d'une crise sociale et culturelle approfondie ? Pourquoi ce refus — ou cette incapacité — des partis traditionnels d'appréhender la nature de la crise qui s'approfondit chaque jour dans l'école ? Pour nous, en tout cas, la politique de l'autruche n'est pas une bonne politique.

OUI ou non, la révolte étudiante et lycéenne en Mai 68 a-t-elle été une remise en cause irréversible de la nature de l'école bourgeoise ?

Oui ou non, peut-on parler en 1973 de l'école dans les mêmes termes qu'en 1967 comme le font les défenseurs de l'école laïque ?

Oui ou non, est-ce coïncidence si l'école loin de compenser les inégalités socio-culturelles ne fait que les confirmer et les aggraver ?

Oui ou non est-ce que l'accès de tous à l'école a permis et permettra de modifier ou de redistribuer les hiérarchies sociales et culturelles en place ?

Bien d'autres questions devront être posées et nous les poserons dans notre campagne.

le système dévoilé

La très grande sensibilité de la bourgeoisie à tout ce qui touche son école — qu'elle soit laïque ou privée — prouve qu'elle est touchée à vif par la crise qui s'y développe.

L'ampleur de la reprise en main après 68 est à la mesure de l'ampleur du mouvement de Mai, et surtout à la mesure de la crainte qu'elle ressent de perdre son contrôle sur un secteur véritablement vital pour sa perpétuation.

Ce durcissement et ce renforcement du contrôle de la bourgeoisie sur l'école sont à la fois causes et conséquences d'un approfondissement et d'une clarification de la lutte qui s'y mène. L'insertion directe de l'école dans le champ de la lutte sociale et culturelle d'ensemble est devenue irréversible.

Cette accentuation s'est traduite aussi par des apports théoriques qui ont mis en évidence des notions qui sont désormais des acquis scientifiques et qui commencent à avoir une réelle influence de masse.

D'abord ceci : cette école n'est pas un appareil neutre, c'est une institution qui est structurellement faite pour qu'à la sortie, les hiérarchies sociales et culturelles soient grosso modo reconduites.

A ce fait une explication d'ensemble est maintenant donnée : le contenu de l'enseignement, ses critères de réussite, l'organisation de l'orientation permettent dès leur entrée à l'école aux enfants des milieux aisés et culturellement favorisés de prendre les premières places et de mettre ainsi, d'entrée de jeu, les enfants des travailleurs en situation d'infériorité.

Valorisant l'abstraction, obligeant à utiliser un langage différent du langage populaire, offrant une image de la vie étrangère à celle des milieux modestes, tout en faisant comme si les enfants arrivaient sur les bancs de l'école également disposés et disponibles, l'école en réalité, engage à la fois un processus de promotion des élèves favorisés par leur origine socio-culturelle et un processus de rejet et d'élimination des enfants des milieux populaires. Si un enfant sur quatre redouble le cours préparatoire il faut préciser que ce chiffre global comprend un enfant d'ouvrier sur trois et un enfant de bourgeois sur seize. Comme on sélectionne ensuite en fonction de l'âge, la suite s'explique aisément...

De plus, l'école valorise systématiquement le travail intellectuel par rapport au travail manuel. Cela se traduit par une coupure radicale de l'école et de la vie sociale dans toutes ses manifestations, d'abord et essentiellement au niveau de la production mais aussi au niveau de la vie du quartier, de la vie culturelle extérieure, etc.

démocratisation : une panacée ?

Le mouvement ouvrier s'est battu pour l'école, pour le droit à l'instruction, comme il s'est battu pour le droit au travail. Et c'était nécessaire : le privilège du savoir pour la bourgeoisie est une des conditions du maintien de son pouvoir.

De même aujourd'hui, se battre pour le droit à la formation permanente, et, ce qui est lié, le droit à la scolarisation ou la socialisation des enfants dès le plus jeune âge dans un cadre approprié, est à la fois nécessaire et juste.

Mais en même temps force est de constater qu'après un siècle d'obligation scolaire — c'est-à-dire d'accès de tous les travailleurs à l'école — la démocratisation par l'expansion scolaire est un échec : la condition ouvrière ne s'en est pas trouvée fondamentalement modifiée.

Dans l'esprit des défenseurs du Programme Commun, démocratisation semble s'assimiler à une égalisation des chances devant l'institution : cette égalisation devant se réaliser par l'égalisation économique et financière des conditions d'accès et de maintien à l'école.

Tout ce qui a été dit sur la nature indissolublement socio-culturelle de l'école montre bien que s'il est nécessaire de lutter pour la gratuité réelle de l'enseignement — mais qui paiera les leçons particulières en cas de nécessité ? — il est grave de laisser croire que cette condition économique et financière est fondamentale pour permettre une égalité devant la machine à sélectionner qu'est l'école dans la mesure où précisément les critères de sélection utilisés jusque-là ne sont pas modifiés.

Laisser espérer qu'il existe une solution possible sans remise en cause de la domination sociale et culturelle de la bourgeoisie est en contradiction avec ce qu'on sait maintenant de la nature réelle du système scolaire.

Gratuité, oui. Mais nous renoncerions à notre rôle de parti révolutionnaire si nous ne montrions pas en même temps les limites de cet objectif.

et la nationalisation ?

C'est dans le contexte de démocratisation des structures que s'envisage la nationalisation à gestion tripartite de l'école ainsi définie par le colloque du CNAL en mai 72.

« La composition tripartite des conseils associera en principe, à parts égales : — les représentants des Pouvoirs publics, de l'administration et ceux des collectivités publiques concernées ; — les représentants des diverses catégories du personnel ; — les représentants des diverses catégories d'usagers : parents d'élèves et étudiants, travailleurs, employeurs publics et privés ».

Les questions qui se posent à ce propos sont les suivantes : En quoi cette conception ouvre-t-elle la voie à une intervention active et autonome des travailleurs sur l'école ? En quoi, de plus, le mode de représentation et de désignation des usagers permettrait-il d'aider les travailleurs à poser les problèmes de l'école ? Quelle sera l'influence des quelques syndicalistes ouvriers dans ces conseils ? En quoi cette structure préfigure-t-elle les structures de contrôle que les travailleurs devront mettre en place à tous les niveaux et en quoi enfin cette structure aidera-t-elle l'intervention active des travailleurs sur l'école dans le cadre d'une perspective autogestionnaire ?

S'il est nécessaire d'enlever à la bourgeoisie son contrôle direct sur l'enseignement public et privé — et c'est en ce sens que la suppression de l'enseignement privé est un objectif juste — il faut en même temps habituer les travailleurs à prendre en charge à tous les niveaux les problèmes de la formation, les aider à remettre en cause le modèle culturel, et à réin-



venter un système éducatif avec des finalités qui valorisent l'expérience et la dignité des travailleurs : donner enfin aux masses les moyens de reconnaître leur propre culture.

ce que nous voulons

Bien entendu, nous devons être partie prenante, en particulier à la base, pour imposer une gratuité réelle ; nous en montrerons, par la même occasion les limites. Mais il y a aussi des luttes significatives pour d'autres objectifs tout aussi importants : ainsi celle portant sur la liberté pédagogique, dans la mesure où elle conteste la mainmise de la bourgeoisie sur l'école ; la lutte contre la répression pédagogique est, dans le contexte actuel riche de sens et doit s'accompagner d'une explication précise des enjeux pour y associer de nombreux travailleurs, parents d'élèves ou non. Ce qui s'est passé à Belfort avec l'affaire « Nicole Mercier » peut être une excellente illustration.

Plus globalement il faudra montrer le lien entre la politique scolaire et la politique de formation permanente et insister sur le fait que les luttes qui mènent dès aujourd'hui les travailleurs sur la formation permanente et professionnelle pour l'arracher au contrôle du patronat, sans passer par l'université, sont pleines de significations pour toute lutte sur la formation, scolaire ou non.

Enfin — et surtout — puisque personne ne semble vouloir débattre de l'école, c'est nous qui devons imposer le débat sur sa nature et sa fonction réelles. Cette école, pour laquelle, souvent, les masses populaires montrent une grande estime, car ils y mettent, faute de perspectives d'ensemble, beaucoup d'espérances pour leurs enfants, cette école a trop trahi. Mais face à cette trahison les travailleurs se sont souvent résignés, victimes de l'idéologie des dons que l'école distille sans arrêt. Or, maintenant cette idéologie est en faillite. Jean Rostand démontre bien que la quasi-totalité des enfants sont égaux à la naissance. Alors pourquoi les enfants des travailleurs sont-ils les premiers éliminés dans le système scolaire actuel ?

Nous devons montrer comment fonctionne réellement cette sélection, comment actuellement tout est fait pour la faire échapper du contrôle réel des intéressés. Tel doit être notre objectif majeur.

La résignation pourra alors cesser et la volonté de prendre en charge la lutte contre un système injuste la remplacera. C'est cela pour nous la lutte pour l'autogestion de l'école par les travailleurs.

Bernard RAVENEL ■

la, grande absente

L'ARDEUR avec laquelle François Mitterrand défend l'idée de liberté est sympathique. Son dernier livre, « la Rose au poing » en est une illustration. Tout au long des pages se manifeste la volonté d'associer socialisme et liberté. On est tenté de croire l'auteur sur parole tant sa démonstration de l'hypocrisie U.D.R. est saisissante. Depuis la fameuse doctrine de de Gaulle : « L'autorité indivisible de l'Etat est déléguée tout entière au Président de la République par le peuple qui l'a élu et il n'y a aucune autorité ni ministérielle, ni civile, ni militaire, ni judiciaire qui puisse être conférée ou maintenue autrement que par lui », jusqu'aux silences du gouvernement sur les dictatures espagnole, grecque ou turque, le véritable visage de la majorité est éclairé avec vigueur. Ces hommes au pouvoir, écrit Mitterrand, nous « menacent du coup de Prague et ne s'empêchent pas de rêver au coup d'Athènes ».

Sur le plan économique, la démonstration conserve la même vigueur. Elle s'attaque à un des arguments centraux de la campagne électorale de la droite : accuser la gauche de vouloir tuer la petite et moyenne entreprise. Le Premier secrétaire du Parti socialiste voudrait connaître la psychanalyse pour comprendre pourquoi « un commerçant en faillite, un industriel aux abois ne songent pas à incriminer les monopoles qui les

ruinent, mais votent contre la gauche dont on leur dit qu'elle leur arracherait une liberté et une propriété qu'ils ont déjà perdues. » Les partis conservateurs, conclut Mitterrand, « gardent trop souvent la confiance et les suffrages de ceux qu'ils ont pour mission d'écraser ».

Toutes ces pages sont ainsi destinées à montrer que ce ne sont pas les partisans du socialisme qui mentent au peuple, mais que c'est bien la droite qui ne cesse d'abuser de sa confiance.

Alors, pourquoi ne pas suivre entièrement F. Mitterrand sur ce terrain de socialisme et liberté où son livre l'emmène ? Parce que c'est à la page 222 sur un ouvrage qui en comporte 223 que l'on entend pour la première fois parler de l'autogestion.

En six lignes très exactement ; et s'il est écrit qu'« elle n'a pas encore rencontré les structures qui feront d'elle une réalité », on ne trouve rien sous la plume de l'auteur qui fasse avancer les choses. Dès lors, ses convictions sur l'idée de liberté perdent de leur force. Non que l'on doute de sa sincérité, mais de sa capacité à lui donner un contenu concret.

Jacques GALLUS ■

F. MITTERRAND : « La rose au poing », Flammarion. (En vente à la librairie TS, 12 F.)

● les évêques français prennent position

DANS son introduction au livre « Les évêques français prennent position » (1), le secrétaire de la Commission sociale de l'Episcopat écrit : « Au total, quand on lit un ensemble de textes écrits par des évêques français à propos de ce qui se passe dans le monde, et particulièrement dans notre société, on perçoit des tendances convergentes, un fil conducteur, une inspiration pastorale. »

Il est vrai que pour celui qui ne fait pas partie de la famille, le coude à coude religieux que réalisent des gens ayant, par ailleurs, toutes raisons de s'ignorer, voire de se combattre, a toujours de quoi surprendre. Mais, en lisant ces recueils d'articles, d'interviews et de déclarations diverses d'évêques sur la société actuelle, on remarque rapidement que ces « tendances convergentes » évoquées plus haut sont très superficielles alors que les divergences, bien que volées, sont, elles, beaucoup plus profondes.

La convergence apparente de ces textes, c'est un humanisme vague sur lequel tous « les hommes de bonne volonté » pourraient se met-

tre d'accord. Mais un humanisme pour quoi faire, au service de quel projet de société ? Jusqu'à présent, les responsables de l'Eglise ont tenu un langage centriste, c'est-à-dire qui ne puisse pas être interprété comme une rupture par rapport à telle ou telle fraction des chrétiens. Mais cette position qui préservait l'unité organisationnelle de l'Eglise est de plus en plus intenable : les terrains se multiplient où « progressistes » et « traditionnalistes » mettent à jour leurs différences. Ainsi, pour un Mgr Elchinger demandant : « Franchement, est-ce que la racine des désordres économiques et sociaux de notre pays n'est pas à chercher d'abord en chacun d'entre nous ? », il y a maintenant un Mgr Huyghe pour écrire : « Pour nous, l'Eglise c'est tout un peuple de croyants qui essaient de mettre leur vie en conformité avec leur foi, et qui prennent leurs responsabilités pour la construction d'un monde plus humain où l'homme passe avant le profit. »

Il est significatif que dans le premier cas cité, l'évêque ait reçu une lettre de M. Pompidou, l'assurant de son identité de vues sur la question et que, dans le second, l'évêque ait pris cette position à l'occasion d'un licenciement collectif à Arras.

Ainsi, « les évêques français prennent position ». Oui, mais ce n'est pas pour autant qu'on y voit encore bien clair. C'est déjà un progrès par rapport à l'époque où la hiérarchie catholique était unanime aux côtés de la réaction !

JG ■

(1) Editions du Centurion. En vente à la librairie de « TS ».

désarmés...

SORTI des presses de Tema-Action au même moment que le Manifeste du PSU, le Guide des Elections de Daniel Duigou et Jean-François Thoraval (1) se veut le guide des électeurs. Dès l'introduction les auteurs annoncent la couleur : « Cet ouvrage voudrait donc être pour chaque citoyen la boussole qui lui permettra de s'y retrouver dans les champs de bataille de la vie politique française ».

Le propos est généreux. Mais force est de constater qu'après un slalom impressionnant de 244 pages, « l'électeur moyen » risque de préférer la pêche à l'isoloir les 4 et 11 mars prochains..

La bataille politique a ses règles et s'inscrit dans un cadre légal. Les auteurs le savent, et le font savoir, longuement. A grands coups d'extraits de la Constitution et de manuels de droit, glissant sur le coût des campagnes électorales et les sondages d'opinion (voir dans ce numéro l'article de Gilbert Hercet).

L'essentiel de l'ouvrage est constitué par un glossaire des partis politiques. Répertoire de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, chaque organisation

voit son cas condensé en quelques pages. Mais s'attachant plus à relater de façon chronologique les étapes de la vie des partis qu'à exposer leur stratégie, l'ensemble manque de cohérence. A négliger la nature du combat politique et des forces politiques, tout exposé de programme perd son sens. Dès lors, à quoi bon connaître les règles, si le sens et l'objet de la bataille sont perdus de vue ?

En feuilletant les pages, le militant aura la surprise de voir figurer le PSU aux côtés des radicaux et du PS, dans une rubrique dite « de gauche » de l'échiquier classique, et de retrouver ce même PSU prendre la place du PCF à l'extrême-gauche (le PCF, lui, rejoignant la gauche) dans l'hypothèse de l'échiquier électoral.

Dans le même élan, maoïstes et trotskystes passent de la catégorie « mouvements gauchistes » à la catégorie extrême-gauche. C'est clair, et subtil, et justifié, selon les auteurs, par la modification du « paysage » politique sous la V^e République. Tant pis pour nous, et tant pis de persister à croire que le découpage classique et le découpage électoral, c'est la même chose. Et que seul le découpage réel est celui marqué par l'insertion ou non d'une force dans la lutte des classes.

Que dire encore ? Simplement, à propos du PSU, que le courant majoritaire n'est pas plus « rocardien » que la GOP

n'est « socialiste de gauche ». Que seule une puissante volonté de concilier socialisme et autogestion a poussé de plus en plus de travailleurs à trouver leur identité dans les batailles menées par ce parti. Une nuance de taille qui n'aurait pas dû échapper aux auteurs. Déçus, vous ne le serez pas tout à fait, en définitive, quand vous saurez (p. 36) que des « précautions sont prises contre la corruption et les attroupements » lors d'un scrutin. Et que, pour pénétrer dans un bureau de vote, vous n'avez pas le droit d'être armé. Avis aux amateurs.

Robert DESTOT ■

(1) 18 F, librairie « TS ».

vie du parti

“ femmes ”

LA DPN des 27 et 28 janvier avait mis à son ordre du jour le problème « femmes » et a fait le point sur l'avancée politique du Parti sur ce secteur.

Avancée politique qui se manifeste notamment par le nombre important de femmes qui se présenteront aux élections. La DPN a reconnu que dans la situation actuelle, deux axes politiques étaient centraux : 1. La double journée de travail que font les femmes, à la fois à l'usine, au bureau ou dans les champs, et le travail « domestique » réalisé à la maison.

2. La lutte pour la liberté de l'avortement. (Cf. dossier p. 18-19.)

La DPN a pris aussi un certain nombre de décisions organisationnelles : la commission femmes qui sera définitivement formée à la prochaine DPN est composée d'un membre du Bureau National, de membres de la DPN et de militants agissant sur le secteur.

Cette commission se donnera un secrétariat à sa prochaine réunion.

Provisoirement, le secrétariat est assuré collectivement par le Bureau National et l'ancien secrétariat de la Commission femmes : Pierre Bourguignon, Irène Chara- mande, Marcelle Minet, Madeleine Eystrin. [La Fédération de Paris tire un tract sur la double journée de travail et une affiche sur les femmes. Toutes les fédérations de

province peuvent lui en passer la commande.]

BN + 3

Suite à la décision de la DPN des 28 et 29 janvier le BN compte désormais trois nouveaux membres : il s'agit des camarades Michel Mousel, Bernard Ravenel et Philippe Simon.

“ critique-Bretagne ”

Le prochain numéro de « Critique Socialiste » sera consacré à la Bretagne.

Une camarade ayant participé à l'élaboration de ce numéro spécial nous indique ici quels problèmes s'y trouveront abordés.

Nous avons tenté avec ce n° 11 de « Critique Socialiste » « Spécial Bretagne » (et nous pouvons dire que nous y avons réussi) de faire prendre en charge

ce numéro complet de revue par les camarades directement intéressés, c'est-à-dire par les camarades bretons. En effet le problème des minorités nationales n'est pas pour nous un problème purement théorique, sujet de vœux pieux, mais un problème vécu profondément et qui parfois même sépare nos militants.

Ainsi le problème « nationalisme révolutionnaire » ou « régionalisme révolutionnaire » est-il abordé par des camarades de Morlaix et de Saint-Brieuc, représentants tous deux de diverses prises de position dans le PSU sur ce problème — dont le moins qu'on puisse dire est qu'il ne laisse pas indifférent. Les nouvelles formes de luttes qui se font jour en Bretagne l'amènent indéniablement à la surface et ce sera l'un des mérites du PSU d'avoir été le premier parti d'implantation nationale à l'avoir posé.

Nous avons essayé également d'analyser plus à fond les grandes luttes du printemps passé, le « Joint Français » et la « guerre du lait ». Mais la lutte ouvrière ne s'est pas arrêtée avec le Joint Français en Bretagne. Rappelons les Kaolins et Big Dutchman, deux grèves également exemplaires dont il est parlé, sans oublier les conflits actuellement en cours : 400 femmes OS déchirant leurs tickets de rendement à la SPLI de Fougères et imposant au patron « l'activité naturelle » dans le travail.

Enfin parce qu'une nation est un lieu

d'abord où on se « retrouve », où une identité collective se reforme, nous avons consacré une large part au front culturel : langue, chanson, cinéma, toutes formes en pleine renaissance en Bretagne ; et comme l'enfer d'un peuple, c'est la négation de son histoire, il est bon que « Critique Socialiste » ait également fait place à un début de réappropriation d'une histoire que l'on ne trouvera pas dans les manuels qui nous ont été enseignés.

C'est pour toutes ces raisons que ce numéro de « Critique Socialiste » revêt une importance politique particulière que nous avons voulu signaler ici.

Danièle AUFRAY ■

théâtre national
14 février mise en scène
TEP
8 avril guy rétoré
shakespeare
macbeth
17 rue malte-brun-paris 20
m° gambetta-tel-636-79-09

le désOrdre des médecins

Le Manifeste des 350 médecins paru cette semaine dans le « *Nouvel Observateur* », prenant tous les risques au regard de la loi de 1920 et du Code de la Santé publique (qui interdit aux médecins, en plus de la pratique de l'avortement, toute publicité, toute indication et toute expression publique) est une étape importante dans la lutte contre l'ordre moral.

Le projet de loi de Michel Rocard, la création de « Choisir », la radicalisation du Planning Familial en sont également des éléments importants. C'est pourquoi nous présentons aux lecteurs de « TS » un dossier afin qu'ils puissent participer à ce combat en connaissance de cause.

L'ensemble de ce dossier, et des propos recueillis, a été réalisé par Abraham Behar, qui est l'un des signataires du Manifeste.

le manifeste des 350

Depuis plusieurs mois, et plus particulièrement depuis le procès de Bobigny, chacun a pu se rendre compte que la France était un des derniers pays qui vivait au Moyen Age en matière de sexualité et d'avortement.

Malgré les centaines de milliers d'avortements clandestins et leurs conséquences dramatiques, les pouvoirs publics et le Conseil de l'Ordre des Médecins s'obstinent à ne pas tenir compte de cette réalité : ils renvoient « *sine die* » toute modification de la législation actuelle.

Cependant, lorsqu'une femme est décidée à interrompre sa grossesse, elle le fait malgré la loi en vigueur et les convictions personnelles de son médecin. Selon ses moyens financiers, elle peut se faire avorter en toute sécurité à l'étranger et même en France, ou bien elle est contrainte, au risque de sa vie (des dizaines de morts par an) à l'avortement clandestin. Des milliers de femmes, chaque année, sont ainsi victimes de complications dramatiques (perforations, hémorragies, infections, etc.) et s'exposent à de possibles poursuites judiciaires.

Les médecins, qui connaissent ces risques, partagent objectivement la responsabilité de ces décès. Nombre d'entre eux en ont pris conscience et leur attitude a évolué. La position du Conseil de l'Ordre n'est pas celle de tous les médecins auxquels il ne saurait imposer ses propres règles morales.

La France « *pays de la liberté* » ne reconnaît pas aux femmes la liberté de disposer de leur corps,

— il n'existe aucune éducation sexuelle,

— la loi sur la contraception n'est pas mise en application,

— les couples sont privés des informations leur permettant de réaliser leur équilibre sexuel et de choisir le moment de mettre un enfant au monde,

— le Planning Familial vient de se voir refuser le « *caractère d'utilité publique* », ce qui l'empêche de recevoir toute subvention.

Nous pensons que chaque individu doit avoir la possibilité d'être responsable de son corps et de sa santé, et qu'ainsi il doit pouvoir disposer de tous les progrès de la connaissance médicale.

Nous voulons :
— que les MOYENS CONTRACEPTIFS soient à la portée de tous, mineurs compris, grâce à une large information et à leur remboursement par la Sécurité sociale,
— que l'AVORTEMENT SOIT LIBRE.

La décision appartenant entièrement à la femme, nous refusons toute commission qui la contraint à se justifier, maintient la notion de culpabilité et laisse subsister l'avortement clandestin comme le prouve l'expérience des pays étrangers.

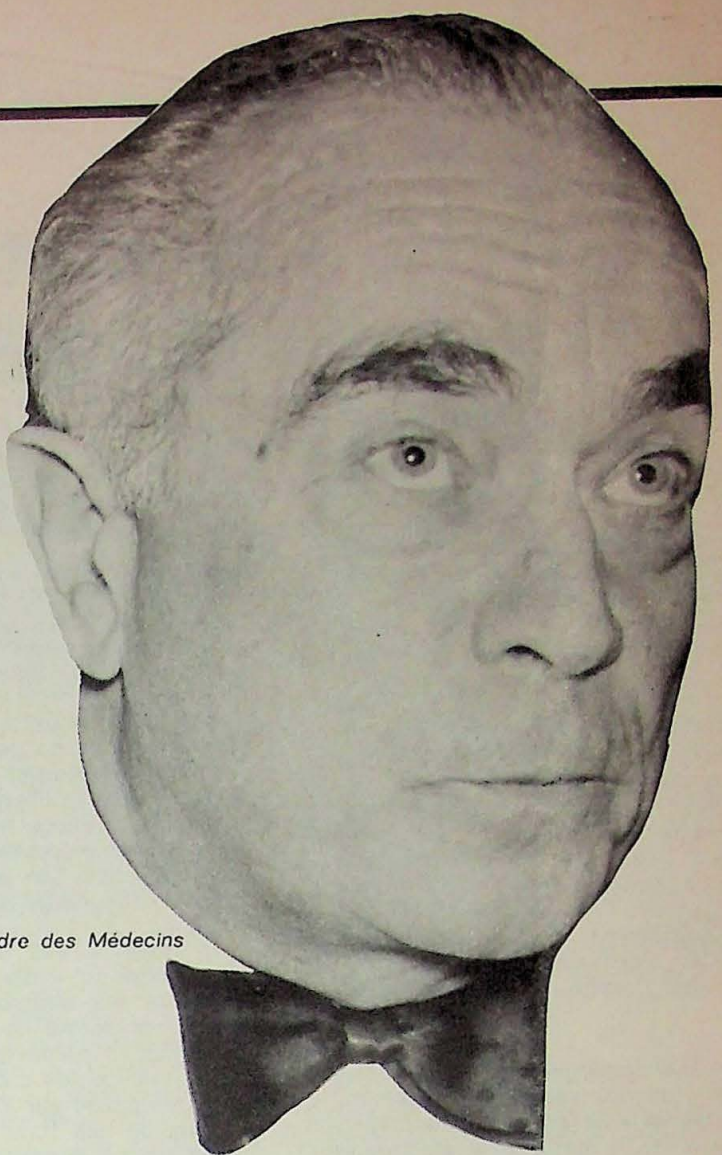
L'avortement, au même titre que l'ensemble des actes médicaux et chirurgicaux, doit être remboursé par la Sécurité sociale.

Les méthodes modernes qui en font un acte simple, sans danger, doivent être portées à la connaissance de tous afin que les femmes puissent interrompre leur grossesse dans les meilleures conditions médicales et psychologiques.

La liberté de l'avortement implique que chacun ne le décide ou ne le pratique qu'en fonction de ses convictions morales ou religieuses.

Les médecins soussignés, — déclarent PRATIQUER des avortements ou AIDER selon leurs moyens à ce qu'ils soient réalisés en dehors de tout trafic financier,

— s'engagent solennellement à répondre collectivement de leur action devant toute autorité judiciaire ou médicale ainsi que devant l'opinion publique. ■



LORTAT-JACOB,
Président de l'Ordre des Médecins

● Une étape importante pour les femmes des milieux populaires

Interview d'un médecin qui a été à l'initiative du Manifeste

T.S. — Comment est née l'idée de ce Manifeste ?

Dr Bu. — Il a bien fallu tirer les leçons de l'échec du Manifeste de l'Observateur (celui des 343 femmes déclarant avoir avorté) — il y a eu ensuite le Congrès à Paris sur l'interruption de grossesse, avec des bilans très positifs (yougoslaves en particulier) et la rencontre avec Karman et la découverte de sa méthode. Ces médecins, regroupés dans le Groupe d'Informa-

tion Santé (GIS), et qui réfléchissaient sur les moyens de contester la médecine actuelle, ont décidé et effectivement réalisé des interruptions de grossesses par la méthode d'aspiration de Karman, ceci dès novembre 1972, puis rédigé le Manifeste pour rendre public leur décision. Ceci collectivement, avec des femmes non-médecins mais concernées par ce problème.

T.S. — Quels sont vos objectifs ?

Dr Bu. — D'abord faire sauter l'obstacle de la loi répressive française. Il faut savoir qu'en Angleterre il y a 100.000 avortements, mais 46 % des femmes prennent la pilule, il y en a 800.000 en France, mais 6 % des fem-



LE MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE : une opération politique déplorable.

M. Jean Foyer, ministre de la santé publique, a déclaré ce mardi 6 février : « Il est déplorable qu'une opération politique soit déclenchée en période électorale sur un problème aussi grave, grave puisqu'il met en cause le respect de la vie. Dans leur immense majorité, les Françaises et les Français sont, je l'atteste, indignés par un document qui, en raison même du caractère excessif et du moment choisi pour sa publication, apparaît surtout comme une manœuvre de provocation. »

Plus de soixante mille médecins sont inscrits au tableau de l'Ordre. En regard, le nombre des signataires de la déclaration révèle les dimensions véritables de l'initiative. Quant au problème de fond, et ainsi qu'il a déjà été indiqué à diverses reprises, l'étude en sera entreprise hors des périodes électorales, dans le sérieux, l'objectivité et le respect des consciences. »

Le Monde 7-1-73



MARIE-CLAIRE

mes pratiquent la contraception orale. C'est donc une étape importante pour un changement effectif dans la vie des femmes et surtout des plus opprimées, c'est-à-dire DES FEMMES DES MILIEUX POPULAIRES. Car ce sont elles qui ne prennent pas la pilule, sont victimes de la propagande anticontraceptive de la grande presse, et en plus n'ont pas d'argent pour se faire avorter confortablement. Le Manifeste, et la pratique gratuite de l'avortement par aspiration, visent donc directement l'inégalité DE CLASSE devant l'avortement.

T.S. — Comment situer votre Manifeste dans le combat général de la libération des femmes (Femmes en lutte, M.L.F., Choisir, Manifeste de l'E.N.E.A.) ?

Dr Bu. — Nous pensons fondamentalement que seules les femmes doivent choisir elles-mêmes leurs actes, encore faut-il qu'elles en aient les moyens. Depuis le procès de Marie-Claire, et avant, on a toujours fait jouer l'autorité médicale et des spécialistes du côté de l'ordre moral. C'est pour démystifier cette autorité que des médecins, et pas seulement

des militants, s'engagent en s'impliquant eux-mêmes, du côté de l'avortement libre et gratuit.

Sur l'initiative de l'E.N.E.A., notre divergence porte sur l'existence d'une Commission de Spécialistes (type Angleterre, Yougoslavie, U.R.S.S., etc.) que nous récusons pour deux raisons :

— l'oppression morale et idéologique risqué de se retrouver au sein des commissions : exemple : LEEDS et Birmingham, où les anti-avorteurs, majoritaires dans les commissions, pratiquent 0,4 % des accouchements en avortement (1) pour 2,6 % sur l'ensemble du Royaume-Uni (et où l'avortement parallèle fleurit largement).

— Le risque de trafic financier est fabriqué par les commissions en créant la nécessité d'un réseau parallèle (pour les « refusées » des commissions) à des prix très élevés (jusqu'à 200 livres en Angleterre). C'est pourquoi nous restons, à la lettre, attachés à la réalisation de l'avortement libre et gratuit. ■

(1) Les avortements décidés par la commission sont dénombrés parmi les accouchements.



dépasser le problème

Puisque ce sont les femmes du peuple qui sont les premières concernées, nous avons à tenir compte avec le plus grand soin de la sensibilité de celles-ci. Donc pas d'agression intempestive sur les « mérites » de l'avortement.

Le fait que des médecins prennent le risque d'être poursuivis et suspendus de leur activité professionnelle parce qu'ils se rangent à leur côté, peut être un point d'appui à la diffusion de leur manifeste. Mais l'aspect principal est de partir de faits réels, d'exemples effectifs du quartier ou de l'usine : tels avortements difficiles, telles situations intolérables...

Partir de la grande misère des fem-

mes du peuple devant l'avortement pour dépasser le problème, et d'abord en participant à l'initiative. En appelant par exemple celles qui le veulent, à signer un appel à la solidarité face à la future répression ? Mais il faut toujours viser comme objectif la prise de conscience de son aliénation pour rejoindre le combat global de la classe ouvrière.

Enfin des groupes femmes peuvent s'engager, en faisant des réunions PUBLIQUES avec des médecins signataires, y compris dans le cadre de la campagne électorale.

Madeleine ESTRYN ■
(Secrétaire de la CNF,
Signataire du manifeste.)

● la nécessité de garanties médicales

Interview
de Jacqueline Manicom,
secrétaire nationale
de « Choisir »

Tribune socialiste. — « Choisir » s'est donné comme but la lutte pour l'abrogation de l'article 77 et de tous les textes répressifs concernant l'avortement. Que pensez-vous de l'initiative des médecins signataires du Manifeste ?

Jacqueline Manicom. — C'est une initiative courageuse, car ils sont minoritaires, donc vulnérables, ils reprennent les thèses que défend « Choisir » : avortement libre, gratuit, abrogation de toute répression, contraception libre et gratuite, éducation et information sexuelles ; l'ensemble du mouvement « Choisir » adhère totalement à cette initiative.

Par contre, en ce qui concerne une certaine tendance des médecins du GIS (1), nous avons quelques réserves. Nous estimons que sous prétexte de dédramatiser l'avortement, il n'est

et de l'éducation sexuelle, car il est inadmissible que des femmes du peuple se fassent avorter quatre fois par an.

T.S. — Où en est « Choisir » depuis le procès de Marie-Claire ?

« Choisir » a connu une extension extraordinaire et est en voie de deve-

le G.I.S.

A l'image du groupe d'information sur les prisons, quelques médecins proches de « la Cause du peuple » se sont réunis pour dénoncer la politique médicale actuelle, et les atteintes du capital à la santé du peuple.

Type d'action du GIS : soutien aux expulsés immigrés de Villeneuve-Saint-Georges, soutien technique à tous les grévistes de la faim. A propos du talc Morhange, campagne de dénonciation de tous les produits à base d'hexachlorophène (dentifrice Signal, etc.) et maintenant lutte au côté des femmes pour l'avortement libre et gratuit. Ils ont été rejoints dans cette initiative par un nombre important d'autres médecins.

la méthode d'aspiration de Karman

Il s'agit d'une méthode peu traumatisante, qui n'oblige plus à l'anesthésie générale et surtout qui évite le curetage et ses dangers de stérilité.

Après dilatation du col par des bougies en plastique, on introduit un tuyau de petit calibre souple (en plastique) et on aspire le contenu utérin avec une seringue d'aspiration suffisante.

Cette méthode d'interruption de grossesse n'est possible qu'avant la 12^e semaine, du moins dans l'état actuel des moyens techniques en France.

pas fondé de mettre entre des mains non médicales une technique qui doit être maîtrisée par des gens qui connaissent la gynécologie.

Si nous estimons à « Choisir » que l'avortement doit être libre pour toutes les femmes (jusqu'à la 12^e semaine), nous estimons que cela doit se faire avec des garanties techniques : milieu bien équipé, possibilité de réanimation et de transfusion sanguine, examens préopératoires, etc. Nous sommes tout à fait contre l'idée que l'exécution d'un geste compliqué — l'utilisation de la seringue de Karman — soit assimilée à des gestes habituels, comme l'utilisation de serviettes périodiques. Surtout, nous sommes pour faire l'effort maximum dans l'extension de la contraception

nir un mouvement de masse avec près de 3.000 adhérents (200 avant le procès !).

Voici nos objectifs :

— Sur le plan juridique : défendre tous les procès d'avortement gratuitement (d'ailleurs nous le faisons de façon quasi systématique).

Mener campagne pour l'adoption d'un projet de loi (qui doit être déposé par Michel Rocard). Il consiste à rendre libre l'avortement, sans commission de contrôle, jusqu'à la 12^e semaine, puis avec consultation de trois médecins de son choix (cela jusqu'à la 24^e semaine), et enfin le développement de la contraception.

— Sur le plan médical : « Choisir » et son collectif médical est à la disposition des couples pour toute information sur la contraception et la prise en charge des frais si ces couples sont démunis. « Choisir » est actuellement un mouvement indépendant des partis politiques mais il est évident qu'il accorde une priorité aux problèmes des couples les plus défavorisés du prolétariat et du peuple. Car, en aucun cas, le problème de l'avortement ne peut être le même chez une bourgeoise et chez une prolétaire.

T.S. — Quelle est la pratique des sections régionales de « Choisir », comment font-elles une information de masse ?

« Choisir ». — Elles sont coordonnées avec le Secrétariat national parisien. Sur le plan local, elles ont une action spécifique sous forme de colloque, débat, prise en charge de l'information sexuelle et aides de toutes sortes. Toutes ces actions se font sur le plan local et illégal. ■



BARDOU.

M. Marcel Dassault continue de distribuer des cadeaux à ses chers-z-électeurs, et M. Guillaïn de Bénouville — je suppose — à envoyer du foie gras aux concierges... Les militants du PSU se sont mis, de leur côté — ces photos le prouvent — à la campagne de souscription.

Souscription publique ? Pas pour demander la charité, mais pour poser dans la rue, sur les marchés, le problème du financement des partis politiques. En ce qui nous concerne, « d'où vient l'argent » est clair : nous n'avons d'autres res-

sources que les cotisations de nos militants et votre souscription.

N'oubliez pas le denier du candidat du PSU : il ne s'agit pas seulement du développement de notre parti mais de la progression, militante et électorale, des forces qui ont placé dans le socialisme d'autogestion l'espérance de la victoire.

10-11 FEVRIER : LA SOUSCRIPTION CONTINUE.
OBJECTIF : 400.000 F.



Fédération : _____
 Section : _____
 Adresse : _____
 Somme recueillie : _____ par : _____
 Profession : _____

Parce que vous êtes d'accord avec eux, ou tout simplement parce que vous estimez qu'ils ont droit à la parole, je vous demande d'aider les candidats du P.S.U. à faire les porte-parole du socialisme autogestionnaire. Et d'avance, je vous remercie de votre geste.

M. Rocard

MICHEL ROCARD - Secrétaire National



pour le PSU
(signature du collecteur)

souscription
 •
 législatives
 •73•

REÇU
 LA SOMME DE
 10 F
 de M. _____



9 rue Borromée Paris 15
 CCP-PARIS- 14.020.44

**OBJECTIF
 400 000 F**

N'attendez pas qu'un bon semblable à celui-ci vous soit présenté pour verser à la souscription (CCP Paris 14.020.44). Découpez celui-ci et retournez-le 9, rue Borromée, Paris (15^e). Vous pouvez également commander des carnets.